



Conseil économique et social

Distr. générale
20 juin 2016
Français
Original : anglais

Session de 2016

24 juillet 2015-27 juillet 2016

Point 17 de l'ordre du jour provisoire*

Organisations non gouvernementales

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2016

(New York, 23 mai-1^{er} juin et 10 juin 2016)

Résumé

À la reprise de sa session de 2016, qui s'est tenue du 23 mai au 1^{er} juin et le 10 juin 2016, le Comité chargé des organisations non gouvernementales était saisi de 464 demandes d'admission au statut consultatif, y compris celles dont il avait reporté l'examen à des sessions antérieures. Il a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif à 188 organisations, a reporté l'examen de 235 demandes à la reprise de sa session de 2017 et a clos, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 39 organisations qui n'avaient pas répondu aux questions qui leur avaient été posées à deux sessions consécutives. Le Comité était par ailleurs saisi de sept demandes de reclassement. Il a recommandé que quatre d'entre elles soient approuvées, a décidé de reporter l'examen de deux d'entre elles et a clos, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen d'une d'entre elles. Le Comité a pris acte de 15 demandes de changement de nom. Il était également saisi de 426 rapports quadriennaux et a pris note de 336 d'entre eux. Le Comité a entendu les représentants de 20 des 64 organisations non gouvernementales qui assistaient à la session.

Le présent rapport contient huit projets de décision sur lesquels le Conseil économique et social est invité à se prononcer.

Aux termes du projet de décision I, le Conseil déciderait :

a) D'accorder le statut consultatif à 188 organisations non gouvernementales;

* E/2016/1



b) De reclasser quatre organisations non gouvernementales ayant le statut consultatif;

c) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom de 15 organisations non gouvernementales;

d) De noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux de 335^a organisations non gouvernementales, dont des rapports nouveaux ou déjà présentés;

e) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par 39 organisations non gouvernementales qui n'ont pas répondu aux questions qui leur ont été posées à deux sessions consécutives;

f) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen de la demande de reclassement présentée par une organisation non gouvernementale qui n'a pas répondu aux questions qui lui ont été posées à deux sessions consécutives;

g) De ne pas accorder le statut consultatif à l'organisation non gouvernementale Committee to Protect Journalists;

h) De ne pas accorder le statut consultatif à l'organisation non gouvernementale Youth Coalition for Sexual and Reproductive Rights;

Aux termes du projet de décision II, le Conseil économique et social déciderait de rayer de la liste des organisations dotées du statut consultatif l'organisation non gouvernementale Human Lactation Center.

Aux termes du projet de décision III, le Conseil déciderait de suspendre, pour une période d'un an, le statut consultatif de 158 organisations non gouvernementales dont les rapports quadriennaux sont en souffrance.

Aux termes du projet de décision IV, le Conseil déciderait de réadmettre au statut consultatif 81 organisations non gouvernementales qui ont présenté leur rapport quadriennal resté jusque-là en souffrance.

Aux termes du projet de décision V, le Conseil déciderait de rayer de la liste des organisations dotées du statut consultatif 85 organisations qui n'ont toujours pas présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance.

Aux termes du projet de décision VI, le Conseil approuverait l'ordre du jour provisoire de la session de 2017 du Comité.

Aux termes du projet de décision VII, le Conseil prendrait note du présent rapport.

^a Le Comité a pris acte de 336 rapports quadriennaux préparés par 335 organisations.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention	5
Projets de décision soumis au Conseil pour adoption	5
Projet de décision I	
Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales	5
Projet de décision II	
Retrait du statut consultatif de l'organisation non gouvernementale Human Lactation Center	24
Projet de décision III	
Suspension du statut consultatif des organisations non gouvernementales dont les rapports quadriennaux sont en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil	24
Projet de décision IV	
Réadmission au statut consultatif des organisations non gouvernementales qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil	29
Projet de décision V	
Retrait du statut consultatif d'organisations non gouvernementales en application de la résolution 2008/4 du Conseil	32
Projet de décision VI	
Calendrier et ordre du jour provisoire de la session de 2017 du Comité chargé des organisations non gouvernementales	35
Projet de décision VII	
Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2016	36
II. Demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales	36
A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen à des sessions antérieures	37
B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement	49
III. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil	57
A. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté à la reprise de la session du Comité	57
B. Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil	61
C. Suspension du statut consultatif d'organisations en retard d'un rapport quadriennal ou plus	62

D.	Rétablissement du statut consultatif d'organisations non gouvernementales dont le statut avait été suspendu faute de présentation d'un rapport quadriennal	67
E.	Retrait du statut consultatif des organisations non gouvernementales n'ayant toujours pas présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance	67
IV.	Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat	68
V.	Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil	68
VI.	Questions diverses	70
VII.	Examen de rapports spéciaux et plaintes d'États Membres	71
VIII.	Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2017 du Comité	71
IX.	Organisation de la session	71
A.	Ouverture et durée de la session	71
B.	Participation	71
C.	Ordre du jour	71
D.	Documentation	72
X.	Adoption du rapport du Comité sur les travaux de la reprise de sa session de 2016	73

I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

Projets de décision soumis au Conseil pour adoption

1. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter les projets de décision ci-après :

Projet de décision I **Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement** **reçues d'organisations non gouvernementales**

Le Conseil économique et social décide :

a) D'accorder le statut consultatif aux 188 organisations non gouvernementales ci-après :

Statut consultatif spécial

« Böyük ipək yolu » beynəlxalq gənclər ittifaqı

AID for AIDS International

AIMPO

Access Israel

Access Now

Action on Disability and Development

Advocacy Initiative for Development Africa Child Policy Forum

Africa Unite

African Association of Remote Sensing of the Environment

Alliance Globale contre les Mutilations Génitales Féminines

Article 36

Asia Pacific Alliance for Disaster Management

Asian Science Park Association

Asociación Civil Hecho por Nosotros

Associação Alfabetização Solidária

Association des jeunes engagés pour l'action humanitaire

Association Elmostakbell pour le Développement

Association for Integrated Sustainable Development Initiatives

Association internationale de la libre pensée

Association internationale pour l'égalité des femmes

Association Norlha

Association of Citizens Civil Rights Protection « Manshour-e Parseh »
Association of Iranian Jurists Defending Human Rights
Association of Pacific Rim Universities
Association on American Indian Affairs
Association Saemaul Undong Burundi
Association togolaise « Femmes et SIDA »
Association un enfant un cartable du Burkina Faso
Associazione Bambini Senza Sbarre
Avocats sans frontières
BJD Reinsurance Consulting
Bancroft Global Development
Bangladesh Friendship Education Society
Beautiful Mind
Blacksmith Institute
Bridge to Turkiye
Business Innovation Research Development
CCS Disability Action
CSR-Dialogforum - Verein zur Förderung nachhaltigen Wirtschaftens
Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires
Canterbury Refugee Council.
Care-to-Help Foundation
Catholic Agency for Overseas Development
Center for Family Studies
Centre for Advanced Study on Courts and Tribunals
Centro UNESCO de Donostia-San Sebastián
Centrul de Resurse Juridice
Chibuzor Human Resource Development Organization
Children of China Pediatrics Foundation
China Ecological Civilization Research and Promotion Association
China Women's Development Foundation
Comité/Club UNESCO universitaire pour la lutte contre la drogue et les autres pandémies
Community Centred Conservation
Conselho Indigenista Missionário

Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience
DRCNet Foundation
Dayemi Foundation
Development and Relief Foundation
Differenza Donna - Associazione di donne contro la violenza alle Donne
Digital Opportunity Trust
Dreikönigsaktion - Hilfswerk der Katholischen Jungschar
Démocratie dans le monde
ERGO – Európai Regionális Szervezet
ESIB – National Union of Students in Europe
Earth Island Institute East Eagle Foundation
FESTHES « Festival pour la santé »
FORUT Solidaritetsaksjon for Utvikling
Fang Protective Services
Fondazione GEM
Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations
Foundation for Sustainable Development
Fountain House
Franklyn Town Community Development Project
Fundacion Vida - Grupo Ecologico Verde
Fundación Avina
Fundación BBVA para las Microfinanzas
Fundación Grupo Sólido para la Promoción de los Valores
Fundación More Peace Less AIDS
Gain International
Geneva Institute for Human Rights
Geo Expertise Association
Global Autism Project
Global Distribution Advocates
Global Energy Initiative
Global Financial Integrity
Global Health Foundation
Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction
Global Sourcing Council

Global Zero
Global Partners United
HELPEOPLE Foundation
HackerNest
Health and Environment Program
Heart Fund to Fight Cardio-Vascular Diseases – The Heart Fund
Horn of Africa Aid and Rehabilitation Action Network
IDEAS Centre
Ideosync Media Combine
Imvrian Association
Institute for International Women’s Rights – Manitoba
Intercontinental Network for the Promotion of the Social Solidarity Economy
International Accountability Project
International Association of Independent Journalists
International Alliance of Carer Organizations
International Authors Forum
International Breathwork Foundation
International Center for Advocates against Discrimination
International Center for Work and Family
International Organization for Promoting Public Diplomacy, Science,
Education and Youth Cooperation « Eurasian Commonwealth »
Iranian Foundation of Aerospace Science and Technology
Japan Association for Refugees
Jeunesse Canada monde
Jewish Renaissance Foundation
Juristes pour l’enfance
Kehitysyhteistyjärjestöjen EU-yhdistys Kehys
Kuki Organization For Human Rights Trust
La manif pour tous
Latin American Mining Monitoring Programme
Lumos Foundation
MOHAN Foundation
Meezaan Center for Human Rights
Message Welfare Society

Missing Children Global Network
Mission des sociétés d'assurances pour la connaissance et la prévention des risques naturels
Mosquitia Asla Takanka- MASTA (Unidad de la Mosquitia)
Municipal Art Society of New York
My Chosen Vessels
Naija Worldwide Charities
Narayan Sewa Sansthan
National Council of Social Welfare
National Secular Society
National YWCA of Korea
Neighbourhood Environment Watch Foundation
Nesakkarangal Charitable Trust
New Generation in Action
New Jersey Minority Educational Development
Ngamiland Council of Non-Governmental Organisations
Open Data Watch
Oromia Support Group in Australia
Oyoun Center Foundation for Studying and Developing Human Rights and Democracy in Assuit
Partnership Opportunities for Women Empowerment Realization
Portafolio Verde
Profesionales por la Ética
Profugo
Promotion des Yaelima de Dekese
Promotion du développement économique et social
Rainy River District Women's Shelter of Hope
Rare Diseases Foundation of Iran
Red Iberoamericana de Organizaciones No Gubernamentales que Trabajan en Drogodependencias
Restored
Rural Development Institute
Rural Mother and Child Health Care Society
Réseau européen pour l'égalité des langues
Sahyog Bal Shravan Viklang Kalyan Samiti

Sanad Charity Foundation
Seventh-day Adventist Church in Canada
Shoq Te Ndryshem and Te Barabarte
Sindhi Adhikar Manch
Sino-American Cultural Council
Sovereign Imperial and Royal House of Ghassan
Stichting HealthNet International – Transcultural Psychosocial Organization
Stiftung Wissenschaft und Politik
Studium Generale Ambrosianum
TaiWha Methodist Social Welfare Foundation
Tavanyab Association of Children and Adolescents Support
South African Institute of International Affairs
Tourner la page
Transatlantic Christian Council
UCT International Culture Development
Universalis Matter
Universities Allied for Essential Medicines
University of Michigan
Unión Latinoamericana de Ciegos
VR Foundation
Victims of Crisis Aid Society
Virtual Activism World Education Foundation
Wild Migration
Woodenfish Foundation
Work in Progress
World Association for Supported Employment
World Childhood Foundation
World Federation against Drugs
Yayasan Rumah Zakat Indonesia
Yayasan Wadah Titian Harapan
Youth Service America
Youth of European Nationalities

- b) De reclasser les organisations non gouvernementales suivantes :
- i) De la liste au statut consultatif spécial :
International Federation of Thanatologists Associations
- ii) Du statut consultatif spécial au statut consultatif général :
International Electrotechnical Commission
RESO-Femmes
Yayasan Cinta Anak Bangsa
- c) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom des 15 organisations non gouvernementales suivantes :
- Armenian Young Lawyers Association (statut consultatif spécial, 2014) en « Armenian Lawyers' Association » Non-Governmental Organization
- Doha International Institute for Family Studies and Development (statut consultatif spécial, 2009) en Doha International Family Institute
- Fédération des Villes moyennes (statut consultatif spécial, 2013) en Villes de France
- Fédération européenne des femmes actives au foyer (statut consultatif spécial, 1998) en Fédération européenne des femmes actives en famille
- Foodfirst Information and Action Network (organisation inscrite sur la liste, 1989) en FIAN International
- Foundation for the Refugee Education Trust (statut consultatif spécial, 2005) en RET International
- Human in Love Corporation (statut consultatif spécial, 2015) en Human in Love
- InnerCity Mission of Christ Embassy (statut consultatif spécial, 2014) en InnerCity Mission for Children
- International Center for Alcohol Policies (statut consultatif spécial, 2011) en International Alliance for Responsible Drinking
- International Federation of University Women (statut consultatif spécial, 1947) en Graduate Women International
- Interregional Union of Life Help for Mentally Handicapped Persons « Sail of Hope » (statut consultatif spécial, 2002) en Interregional Public Charitable Organization of Assistance to Persons with Disabilities « Sail of Hope »
- Kejibaus (statut consultatif spécial, 2012) en Kejibaus Youth Development Initiative
- Korean Association for Supporting SDGs (statut consultatif spécial, 2015) en Korean Association for Supporting the SDGs for the UN
- Non-Commercial Partnership on Joining of Creditors « World Organization of Creditors » (statut consultatif spécial, 2014) en Association on Sustainable Development and Investment Climate Improvement, Uniting Investors and Creditors « World Organization for Development »

Syriac Universal Alliance, (statut consultatif spécial, 1999) en World Council of Arameans (Syriacs)

d) De noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux des 335 organisations non gouvernementales ci-après pour les périodes 2010-2013 et 2011-2014, et pour les périodes antérieures¹ :

« All-Russian Society of the Deaf » All-Russian Public Organization of Persons with Disabilities (2011-2014)

Aahung (2010-2013)

Africa and Middle East Refugee Assistance (2011-2014)

Africa Youths International Development Foundation (2011-2014)

Agence d'aide à la coopération technique et au développement (2010-2013)

Agir ensemble pour les droits de l'homme (2010-2013)

AIESEC International (2011-2014)

Ain o Salish Kendra – Law and Mediation Centre (2010-2013)

Akina Mama Wa Afrika (2011-2014)

Al Mezan Centre for Human Rights (2010-2013)

All India Women's Conference (2011-2014)

American Correctional Association (2011-2014)

Ankara Foundation of Children with Leukemia (2011-2014)

Asian Centre for Human Rights (2011-2014)

Asian Indigenous and Tribal Peoples Network (2010-2013)

Asian Non-Governmental Organizations Coalition for Agrarian Reform and Rural Development (2011-2014)

Asian People's Disability Alliance (2011-2014)

Asociación Habitat Pro (2010-2013)

Asociación Nacional de Empresarios de Colombia (2011-2014)

Association des états généraux des étudiants de l'Europe (2010-2013)

Association marocaine des droits humains (2011-2014)

Association of Asian Confederation of Credit Unions (2011-2014)

Association of Inter-Balkan Women's Cooperation Societies (2010-2013)

Association of Third World Studies (2011-2014)

Association pour la lutte contre le travail des enfants au Niger (2010-2013)

Association Proyecto Hombre (2011-2014)

¹ Le Comité a pris acte de 336 rapports préparés par 335 organisations non gouvernementales. La période à l'examen est indiquée entre parenthèses.

Biopolitics International Organisation (2010-2013)
Buddha's Light International Association (2011-2014)
Building and Social Housing Foundation (2010-2013)
Bundesarbeitsgemeinschaft der Senioren-Organisationen (2010-2013)
Bunyard Literacy Community Council (2011-2014)
Capital Humano y Social Alternativo (2010-2013)
Catholic International Education Office (2010-2013)
Catholic Organization for Relief and Development Aid (2010-2013)
Caucus for Women's Leadership (2011-2014)
Center for International Health and Cooperation (2011-2014)
Center for Oceans Law and Policy (2010-2013)
Centre d'accompagnement des alternatives locales de développement (2010-2013)
Centre d'accompagnement des autochtones pygmées et minoritaires vulnérables (2011-2014)
Centre for Environment and Sustainable Development India (2011-2014)
Centre for Equality Rights in Accommodation (2011-2014)
Centro de Estudios de Estado y Sociedad (2011-2014)
China Association for International Science and Technology Cooperation (2010-2013)
China Association for NGO Cooperation (2011-2014)
China Education Association for International Exchange (2010-2013)
Citizens' Coalition for Economic Justice (2011-2014)
Civil Resource Development and Documentation Centre (2011-2014)
Coalition gaie et lesbienne du Québec (2011-2014)
Coalition of Activist Lesbians – Australia (2011-2014)
Colombian Confederation of NGOs (2011-2014)
Community Anti-Drug Coalitions of America (2011-2014)
Community Development Volunteers for Technical Assistance (2010-2013)
Community of Sant'Egidio (2011-2014)
Community Social Welfare Foundation (2011-2014)
Compassion Africa Aged Foundation (2011-2014)
Confederazione Generale Italiana del Lavoro (2011-2014)
Conference of European Churches (2011-2014)
Congregations of St. Joseph (2011-2014)

Conseil de jeunesse pluriculturelle (2011-2014)
Consultative Council of Jewish Organizations (2011-2014)
Coordinadora de la Mujer (2010-2013)
Coordination immigrés du sud du monde-Vénétie (2011-2014)
Council of American Overseas Research Centers (2011-2014)
Covenant House (2011-2014)
Defence for Children International (2011-2014)
Dignity International (2011-2014)
DiploFoundation (2010-2013)
Economists for Peace and Security (2011-2014)
Eco-Tiras International Environmental Association of River Keepers
(2010-2013)
Engender (2010-2013)
Equit Institute (2011-2014)
Ethiopian World Federation (2010-2013)
European Region of the International Lesbian and Gay Federation (2010-2013)
European Space Policy Institute (2010-2013)
European Union of Jewish Students (2010-2013)
European Union of Women (2010-2013)
Federation of Associations of Former International Civil Servants (2011-2014)
First Nations Summit (2011-2014)
Flora Tristan Peruvian Women's Center (2010-2013)
Fondation Guilé (2011-2014)
Foundation for Ecological Security (2011-2014)
Free Africa Foundation Ghana (2011-2014)
Fundación Alvaralice (2010-2013)
Fundación Ambiente y Recursos Naturales (2011-2014)
Fundación Democrática Italo-Americana (2010-2013)
Fundación Ecología y Desarrollo (2011-2014)
Fundación País Libre (2011-2014)
Fundacion Salvadorena para el Desarrollo Economico y Social (2011-2014)
Fundacion UNITRAN (2010-2013)
Geneva International Model United Nations (2011-2014)
Gibh Varta Manch (2011-2014)

Give to Colombia (2011-2014)
Global Action on Aging (2011-2014)
Global Alliance for Women's Health (2010-2013)
Global Alliance on Accessible Technologies and Environments (2010-2013)
Global Witness (2010-2013)
Godwin Osung International Foundation (The African Project) (2011-2014)
Groupe pivot - droit et citoyenneté des femmes (2010-2013)
Groupement d'appui aux initiatives économiques des femmes (2011-2014)
Grupo Intercultural Almaciga (2011-2014)
GS1 (2011-2014)
Guild of Service (2010-2013)
Helsinki Foundation for Human Rights (2011-2014)
Hong Kong Federation of Women's Centres (2010-2013)
Hope for the Nations (2010-2013)
Howard League for Penal Reform (2011-2014)
Human Rights Commission of Pakistan (2010-2013)
Human Rights Information and Documentation Systems International (2011-2014)
Hunt Alternatives Fund (2011-2014)
Inclusion International (2011-2014)
Independent Advocacy Project (2011-2014)
Indian Council of Education (2011-2014)
Indira Gandhi Integral Education Centre (2011-2014)
Indo-European Chamber of Commerce and Industry (2011-2014)
Information Habitat : Where Information Lives (2011-2014)
Initiatives : Women in Development (2011-2014)
Institute for Global Environmental Strategies (2011-2014)
Institute for Sustainable Development and Research (2011-2014)
Interaction, American Council for Voluntary International Action (2011-2014)
International Association for Human Values (2010-2013)
International Association for Volunteer Effort (2011-2014)
International Association of Homes and Services for the Ageing (2011-2014)
International Association of Peace Foundations (2011-2014)
International Association of Soldiers for Peace (2011-2014)

International Black Women for Wages for Housework (2011-2014)
International Centre for Trade and Sustainable Development (2011-2014)
International Chamber of Shipping (2011-2014)
International Commission on Irrigation and Drainage (2010-2013)
International Confederation for Family Support (2011-2014)
International Council of Psychologists (2010-2013)
International Council of Russian Compatriots (2011-2014)
International Development Enterprises (India) (2009-2012)
International Driving Tests Committee (2011-2014)
International Electrotechnical Commission (2011-2014)
International Family Therapy Association (2011-2014)
International Federation for Housing and Planning (2011-2014)
International Federation for Hydrocephalus and Spina Bifida (2011-2014)
International Forestry Students' Association (2010-2013)
International Forum for Child Welfare (2011-2014)
International Foundation for Electoral Systems (2011-2014)
International Harm Reduction Association (2011-2014)
International Institute for Applied Systems Analysis (2011-2014)
International Institute of Humanitarian Law (2011-2014)
International Mahavira Jain Mission (2011-2014)
International Network for Small and Medium-Sized Enterprises (2011-2014)
International Organization of Employers (2011-2014)
International Organization of Supreme Audit Institutions (2010-2013)
International Peacebuilding Alliance (Interpeace) (2011-2014)
International Petroleum Industry Environmental Conservation Association (2011-2014)
International Planned Parenthood Federation (western hemisphere region) (2011-2014)
International Road Federation (2011-2014)
International Shinto Foundation (2009-2012)
International Social Security Association (2011-2014)
International Solidarity and Human Rights Institute (2011-2014)
International Trademark Association (2011-2014)
International Tunnelling Association (2011-2014)

International Union for Land Value Taxation and Free Trade (2011-2014)
International Union of Economists (2011-2014)
International Union of Latin Notariat (2011-2014)
International Women's Writing Guild (2010-2013)
Inuit Circumpolar Council (2011-2014)
IPAS (2010-2013)
ISHA Foundation (2011-2014)
Islamic Human Rights Commission (2011-2014)
Israeli Committee against House Demolitions (2010-2013)
Jana Utthan Pratisthan (2011-2014)
Japan Civil Liberties Union (2011-2014)
Japan Fellowship of Reconciliation (2011-2014)
Kadin Adaylari Destekleme ve Egitme Dernegi (2011-2014)
Karamah : Muslim Women Lawyers for Human Rights (2011-2014)
Kids Can Free the Children (2011-2014)
Kiwanis International (2010-2013)
Korean Institute for Women and Politics (2011-2014)
Kurdistan Reconstruction and Development Society (2011-2014)
Leadership for Environment and Development (2010-2013)
Leadership Conference on Civil Rights Education Fund (2011-2014)
Lesbian and Gay Federation in Germany (2010-2013)
Malaysian Medical Relief Society (2011-2014)
Mamta - Health Institute for Mother and Child (2010-2013)
Mandat International (2011-2014)
Maryam Ghasemi Educational Charity Institute (2011-2014)
MaterCare International (2010-2013)
Medical Aid for Palestinians (2010-2013)
Medico International (2010-2013)
Mental Disability Advocacy Center Foundation (2011-2014)
Mentor Foundation (2011-2014)
Minaret of Freedom Institute (2011-2014)
Mission International Rescue Foundation (2011-2014)
Movement for a Better World (2011-2014)
Movimiento Manuela Ramos (2010-2013)

Muslim World League (2011-2014)
National Alliance of Women's Organizations (2011-2014)
National Assembly of Youth Organizations of the Republic of Azerbaijan (2010-2013)
National Association of Community Legal Centres (2011-2014)
National Association of Home Builders of the United States (2011-2014)
National Coordinator for Human Rights (2010-2013)
National Council of German Women's Organizations (2011-2014)
National Right to Life Educational Trust Fund (2011-2014)
National Rural Support Programme (2010-2013)
Network Movement for Justice and Development (2011-2014)
New Seminary (2011-2014)
Non-Governmental Ecological Vernadsky Foundation (2011-2014)
Nonviolent Radical Party, Transnational and Transparty (2011-2014)
Northern Ireland Women's European Platform (2011-2014)
ONG Hope International (2011-2014)
Organisation des hommes démunis et enfants orphelins pour le développement (2010-2013)
Overseas Development Institute (2011-2014)
Palakkad District Consumers' Association (2011-2014)
Pan-African Women's Organization (2010-2013)
Peace Family and Media Association (2011-2014)
Perhaps Kids Meeting Kids Can Make a Difference (2011-2014)
Policy Research (2011-2014)
Prison Fellowship International (2011-2014)
Program in International Human Rights Law (2011-2014)
Pro-Life Campaign (2011-2014)
Protection de l'environnement et de l'écosystème (2011-2014)
Rambhau Mhalgi Prabodhini (2010-2013)
Rehabilitation International (2010-2013)
Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme (2011-2014)
Reseaux IP européens Network Coordination Centre (2011-2014)
Rooftops Canada (2010-2013)
Rural Women Environmental Protection Association (2011-2014)

Saviya Development Foundation (2010-2013)
Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände (2011-2014)
Sinha Institute of Medical Science and Technology (2010-2013)
Social Development Center (2010-2013)
Social Development International (2011-2014)
Society for Threatened Peoples (2001-2004)
Society for Threatened Peoples (2009-2012)
SODALITAS - Association for the Development of Entrepreneurship in the Civil Society (2011-2014)
SOS Kinderdorf International (2011-2014)
South Asian Forum for Environment (2011-2014)
Special Olympics International (2011-2014)
Sri Lanka Anti Narcotics Association (2011-2014)
St. Joan's International Alliance (2011-2014)
Stichting Feminenza Nederland (2011-2014)
Stree Aadhar Kendra (2011-2014)
Stree Mukti Sanghatana (2011-2014)
Students for Sensible Drug Policy (2011-2014)
Swiss Catholic Lenten Fund (2011-2014)
Syriac Universal Alliance (2011-2014)
Terra-1530 (2011-2014)
Third World Network – Africa (2010-2013)
Transform Drug Policy Foundation (2011-2014)
Transparency International (2011-2014)
Trust for Sustainable Livelihoods (2011-2014)
Turkish Economic and Social Studies Foundation (2011-2014)
Ukrainian Non-Governmental Socio-Political Association-National Assembly of Persons with Disabilities (2010-2013)
Un Techo para Mi País (2011-2014)
UN-Women Australia (2011-2014)
UNESCO Centre of Catalonia (2011-2014)
Union de l'action féminine (2011-2014)
Union for International Cancer Control (2011-2014)
Union internationale des avocats (2011-2014)

Union internationale des voyageurs (2011-2014)
Union nationale des femmes marocaines (2011-2014)
Union of British Columbia Indian Chiefs (2011-2014)
Union of International Associations (2011-2014)
United Cities and Local Governments (2011-2014)
United Help for International Children (2011-2014)
United Kingdom Association for the United Nations Development Fund for Women (2011-2014)
United Nations Association of Russia (2011-2014)
United Nations Association of San Diego (2011-2014)
United Religions Initiative (2011-2014)
United States Asian American Law Enforcement Foundation (2011-2014)
United States Committee for UNIFEM (2011-2014)
United States International Council on Disabilities (2011-2014)
United Towns Agency for North-South Cooperation (2011-2014)
Univers de solidarité et de développement (2011-2014)
VAAGDHARA (2011-2014)
Verband Entwicklungspolitik Deutscher Nichtregierungs-Organisationen (2011-2014)
Victim Support Europe (2011-2014)
Victorious Youths Movement (2011-2014)
Vienna Institute for Development and Cooperation (2010-2013)
Vietnam Family Planning Association (2011-2014)
Vikas Samiti (2010-2013)
Vision Welfare Group (2011-2014)
Vital Voices Global Partnership (2010-2013)
Vivekananda Sevakendra-O-Sishu Uddyan (2011-2014)
Wales Assembly of Women (2011-2014)
Water Environment Federation (2011-2014)
West Africa Network for Peacebuilding (2010-2013)
Wittenberg Center for Alternative Resources (2011-2014)
Woiyo Kondeye (2011-2014)
Womankind Worldwide (2010-2013)
Women Advocates Research and Documentation Center (2011-2014)

Women against Violence Europe (2011-2014)
Women Aid Collective (2010-2013)
Women Chamber of Commerce and Industry (2011-2014)
Women for Human Rights, single women group (2011-2014)
Women Founders Collective (2011-2014)
Women in Europe for a Common Future (2011-2014)
Women in Law and Development in Africa (2010-2013)
Women Watch Afrika (2011-2014)
Women's Action Group (2011-2014)
Women's Human Rights International Association (2011-2014)
Women's International Zionist Organization (2011-2014)
Women's Legal Education and Action Fund (2010-2013)
Women's Sports Foundation (2011-2014)
Women's Union of Russia (2011-2014)
Women's World Banking (2011-2014)
Women's World Summit Foundation (2011-2014)
Womensport International (2011-2014)
Working Women Association (2011-2014)
World Association of Industrial and Technological Research Organizations (2011-2014)
World Blind Union (2011-2014)
World Coal Association (2011-2014)
World Conference of Religions for Peace (2011-2014)
World Council for Psychotherapy (2011-2014)
World Federation for Mental Health (2011-2014)
World Federation for the Treatment of Opioid Dependence (2011-2014)
World Federation of Khoja Shi'a Ithna-Asheri Muslim Communities (2011-2014)
World Federation of Methodist and Uniting Church Women (2011-2014)
World Federation of the Deaf (2011-2014)
World Federation of the Deafblind(2011-2014)
World Fellowship of Buddhists (2011-2014)
World Futures Studies Federation (2011-2014)
World Jurist Association of the World Peace through Law Center (2011-2014)

World Lebanese Cultural Union (2011-2014)
World Mission Foundation (Crusaders against HIV/AIDS) (2011-2014)
World Muslim Congress (2011-2014)
World Network of Users and Survivors of Psychiatry (2011-2014)
World Organization of Building Officials (2011-2014)
World Rehabilitation Fund. (2011-2014)
World Road Association (2010-2013)
World Society of Victimology (2011-2014)
World Union of Catholic Women's Organizations (2011-2014)
World Wind Energy Association (2011-2014)
World Young Women's Christian Association (2011-2014)
Worldwide Organization for Women (2011-2014)
Yale International Relations Association (2011-2014)
Yayasan Cinta Anak Bangsa (2011-2014)
Young People We Care (2011-2014)
Youth Bridge Foundation (2011-2014)
Youth Empowerment Synergy (2011-2014)
Youth with a Mission (2011-2014)

e) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par les 39 organisations ci-après, qui n'ont pas répondu aux questions posées par les membres du Comité malgré trois rappels effectués au cours de deux sessions consécutives :

African Arts Institute
Afrikaanse Forum vir Burgerregte
Association pour la lutte contre la dépendance
Coordinadora de Organizaciones de Agricultores y Ganaderos Iniciativa Rural del Estado Español
ECCO2 Corp
Egyptian Judges' Club
Eminence Associates for Social Development
Eurasia Foundation
Faith Matters Community Interest Company
Friendship Force
Frontier Reconstruction Welfare Agency
Fédération de la ligue Démocratique des droits des femmes

Glozells Renewable Energy and Environment Society
 HillTribes' Mission Aid of India
 Human Rights Foundation
 Islamic Help
 Liberia Widow Assistance and Development Agency
 Ligue camerounaise des droits de l'homme
 Lincoln Institute of Land Policy
 Maison d'Abraham
 National Geographic Society
 Network for Adolescent and Youth of Africa
 Nigerian Diaspora Youths Movement for Peace and Development International Organization
 PCCIIS International
 Pakistan Society for the Rehabilitation of the Disabled
 Pranab Gandharva Gurukul
 Prime Initiative for Green Development
 Reading Hamlets
 Ruldin-Society for Neglected Women of Nigeria
 Saavan Foundation
 Sickle Cell Foundation of Tennessee
 St. Monica University Aspen Institute
 Bahrain Young Ladies Association
 Lawfare Project
 Women's Initiative for Self-Actualization
 Yale University
 Youth Foundation of Bangladesh
 Youths Employment Service (Cameroon)

f) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen de la demande de reclassement présentée par l'organisation ci-après, qui n'a pas répondu aux questions posées par les membres du Comité malgré trois rappels effectués au cours de deux sessions consécutives :

World Evangelical Alliance

g) De ne pas accorder le statut consultatif à l'organisation non gouvernementale Committee to Protect Journalists;

h) De ne pas accorder le statut consultatif à l'organisation non gouvernementale Youth Coalition for Sexual and Reproductive Rights.

Projet de décision II
Retrait du statut consultatif de l'organisation
non gouvernementale Human Lactation Center

Le Conseil économique et social décide de rayer de la liste des organisations dotées du statut consultatif auprès du Conseil l'organisation non gouvernementale Human Lactation Center en raison de sa dissolution.

Projet de décision III
Suspension du statut consultatif des organisations
non gouvernementales dont les rapports quadriennaux
sont en souffrance, en application
de la résolution 2008/4 du Conseil

Ayant confirmé, à la reprise de sa session en mai 2016, que le Secrétariat avait rappelé aux organisations non gouvernementales qui n'avaient pas présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance qu'elles étaient tenues de le faire, qu'il leur avait expliqué les conséquences du non-respect de cette obligation après le 1^{er} mai 2016 et qu'il avait fait suivre les derniers rappels aux missions permanentes des États Membres dans lesquels ces organisations avaient leur siège, le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil économique et social décide, en application des dispositions de sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, de suspendre immédiatement, pour une durée d'une année, le statut consultatif des 158 organisations non gouvernementales ci-après, et prie le Secrétaire général d'en aviser les intéressées.

Aboriginal Legal Service of Western Australia
ActionAid
African American Institute
Amicale Marocaine des Handicapes
Arab Council for Childhood and Development
Arab Lawyers Union
Arias Foundation for Peace and Human Progress
Asian Women's Human Rights Council
Asociacion Mensajeros de la Paz
Asociatia Pro Democratia
Associacao Nacional das Empresarias
Association d'aide aux enfants cancéreux
Association des jeunes pour le développement Pasteef
Association des volontaires pour l'assistance au développement en Guinée
Association for Democratic Initiatives

Association internationale des régions francophones
Association pour le développement durable
Associazione Nazionale Volontarie Telefono Rosa
Azerbaijan Turkey Business Association
Azərbaycan Gənlin Avro-Atlantika Təkilatı
Bangladesh Women Chamber of Commerce and Industry
BAOBAB for Women's Human Rights
Batool Welfare Trust
Belgrade Centre for Human Rights
Centre for Democracy and Development
Centre on Housing Rights and Evictions
China Foundation for Poverty Alleviation
Citizens' Rights Protection Society
Clean Energy Promoting Citizen's Forum
Commission nationale des femmes travailleuses de Guinée
Community-Based Rehabilitation Network (South Asia)
Confédération fiscale européenne
Conseil international du sport militaire
Consortio Boliviano de Juventudes – Casa de la Juventud
Coordinadora Española para el Lobby Europeo de Mujeres
December 18 vzw
Demokratyczna Unia Kobiet
Development Innovations and Networks
Djenne Initiative
Duke of Edinburgh's Award International Foundation
Ecocosm Dynamics
End Human Trafficking Now
Environment Support Group
European Environmental Citizens Organisation for Standardisation
European Women's Lobby
Family Welfare Foundation of India
Feminist Press
Focus on the Family
Focus on the Family (Canada) Association

Foundation for the Future
Foundation for the Rights of the Family (PRODEFA)
Fundación Instituto de Cultura del Sur
General Federation of Jordanian Women
Global 2000
Global Aid Network
Global Fund for Women
Gong
Gulf Automobile Federation
Healthy Solutions
Indian Association of Parliamentarians on Population and Development
Indian Muslim Council – USA
Indian National Trust for Art and Cultural Heritage
Indigenous and Peasant Coordinator of Communal Agroforestry (CICAFOC)
Initiative du millénaire des femmes africaines contre la pauvreté et pour les droits humains
Inner Trip Reiyukai International
Institute for Cognitive Science Studies
Instituto Qualivida
Interact Worldwide
Intermon
International Abolitionist Federation
International Bureau for Children's Rights
International Cartographic Association
International Centre for Human Rights and Democratic Development
International Commission for Distance Education
International Council of Scientific Unions
International Council on Human Rights Policy
International Federation of Industrial Energy Consumers
International Hotel and Restaurant Association
International Longevity Center
International Planned Parenthood Federation, East and Southeast Asia and Oceania Region
International Reading Association

International Trade Union Confederation
International Trustee Fund of the Tsyolkovsky Moscow State Aviation
Technological University
Istanbul Research Centre on Women
Jamaican Association on Mental Retardation
JASMAR Human Security Organization
Jordanian Hashemite Fund for Human Development
Karat Coalition
Katimavik-Opcan
Kenya Community Development Group
Korean Sharing Movement
Latin American Committee for the Defence of Women's Rights
Leaders Organization
Legal Service Coalition
Life for Africa
Link-Up (Queensland) Aboriginal Corporation
Local Initiatives Program
Mbutu Agriculture Society
Mediterranean Women's Studies Centre
Mémorial de la Shoah
Mental Health Initiative for Africans in Crisis
Mumbai Educational Trust
National Association for the Advancement of Colored People
National Association for Work Bless
National Bar Association
National Rural Development Society
National Wildlife Federation
National Women's Studies and Information Center « Partnership for
Development »
Network Women In Development Europe
Niall Mellon Township Trust
Non-Aligned Students and Youth Organization
Norwegian Forum for Environment and Development
Not for Sale Campaign

Pan African Civil Society Network
Plan Life
Patim
Plan Suomi Säätiö
Project Green Nigeria
PROSALIS – Projecto de Saúde em Lisboa
Red ACTIVAS
Réseau des organisations du secteur éducatif du Niger
Resources for the Future
Roma Zaedno
Rufaida Health Foundation
Sahara for Life Trust
Samuhik Abhiyan
Self-Help Development Facilitators
Service d'appui aux initiatives locales développement
SHATIL – New Israel Fund's Empowerment and Training Center for Social Change Organizations
Singamma Sreenivasan Foundation
Social Initiatives Support Fund
SOUL Development of Women and Children
STEER Foundation
Struggle for Change
Sudan National Committee on Harmful Traditional Practices
Sudanese Organization for Education Development
Tamil Christian Broadcasting Network
Thakur Hari Prasad Institute of Research and Rehabilitation for the Mentally Handicapped
Think Youth Independent Association
Trickle Up Program
Türk Kalp Vakfı
Turkish Philanthropy Funds
UN Women – Nationell Kommitté Sverige
Union of Social Child Care
Union of the Electricity Industry

United States Burn Support Organization
 Vali-Asr Rehabilitation Foundation for Disabled Children and Adults
 Western Cape Therapeutic Community Centre
 Women Trafficking and Child Labour Eradication Foundation
 Women's Alliance For a Democratic Iraq
 World Association of Children's Friends
 World Federation of Democratic Youth
 World Federation of Therapeutic Communities
 World Federation of United Nations Associations
 World Job and Food Bank
 World Savings Banks Institute
 WORLDWIDE Network – Women in Development and Environment
 Zoroastrian Women's Organization

Projet de décision IV
Réadmission au statut consultatif des organisations
non gouvernementales qui ont présenté leurs rapports
quadriennaux en souffrance, en application
de la résolution 2008/4 du Conseil

Le Conseil économique et social décide, conformément à sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, et rappelant sa décision 2014/224 du 14 juillet 2014, de réadmettre au statut consultatif les 81 organisations non gouvernementales ci-après, qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance :

Association pour la lutte contre le travail des enfants au Niger
 Aahung
 Agence d'aide à la coopération technique et au développement
 Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme
 Ain o Salish Kendra – Law and Mediation Centre
 Al Mezan Centre for Human Rights
 Amman Center for Human Rights Studies
 Asian Indigenous and Tribal Peoples Network
 Asociación Habitat Pro
 Association des états généraux des étudiants de l'Europe
 Association of Inter-Balkan Women's Cooperation Societies
 Biopolitics International Organisation
 Building and Social Housing Foundation

Bundesarbeitsgemeinschaft der Senioren-Organisationen
Capital Humano y Social Alternativo
Catholic International Education Office
Center for Oceans Law and Policy
Centre d'accompagnement des alternatives locales de développement
China Association for International Science and Technology Cooperation
China Education Association for International Exchange
Community Development Volunteers for Technical Assistance
Conectas Direitos Humanos
Coordinadora de la Mujer
Coordinating Committee for International Voluntary Service
Eco-Tiras International Environmental Association of River Keepers
Egyptian Organization for Human Rights
Engender
Ethiopian World Federation
European Region of the International Lesbian and Gay Federation
European Space Policy Institute
European Union of Women
Flora Tristan Peruvian Women's Center
Fundacion Alvaralice
Fundacion Democratica Italo-Americana
Fundacion UNITRAN
Global Alliance for Women's Health
Global Alliance on Accessible Technologies and Environments
Global Witness
Groupe pivot – droit et citoyenneté des femmes
Guild of Service
Hong Kong Federation of Women's Centres
Hope for the Nations
Human Rights Commission of Pakistan
Institute of Inter-Balkan Relations
International Association for Human Values
International Commission on Irrigation and Drainage
International Council of Psychologists

International Forestry Students' Association
International Organization of Supreme Audit Institutions
International Women's Writing Guild
IPAS
Israeli Committee against House Demolitions
Kiwanis International
Leadership for Environment and Development
Lesbian and Gay Federation in Germany
Mamta – Health Institute for Mother and Child
MaterCare International
Medical Aid for Palestinians
Medico International
Movimiento Manuela Ramos
National Assembly of Youth Organizations of the Republic of Azerbaijan
National Coordinator for Human Rights
National Rural Support Programme
Organisation des hommes démunis et enfants orphelins pour le développement
Pan-African Women's Organization
Rambhau Mhalgi Prabodhini
Rehabilitation International
Rooftops Canada
Saviya Development Foundation
Sinha Institute of Medical Science and Technology
Social Development Center
Third World Network – Africa
Ukrainian Non-Governmental Socio-Political Association-National Assembly
of Persons with Disabilities
Vienna Institute for Development and Cooperation
Vikas Samiti
West Africa Network for Peacebuilding
Womankind Worldwide
Women Aid Collective
Women in Law and Development in Africa
Women's Legal Education and Action Fund
World Road Association

Projet de décision V
Retrait du statut consultatif d'organisations
non gouvernementales en application
de la résolution 2008/4 du Conseil

Ayant confirmé, à la reprise de sa session en mai 2016, que le Secrétariat avait rappelé aux organisations non gouvernementales qui n'avaient toujours pas présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance et dont le statut avait été suspendu par le Conseil économique et social en application de sa décision 2014/223 du 14 juillet 2014 qu'elles étaient tenues d'établir des rapports, qu'il les avait averties des conséquences du non-respect de cette obligation après le 1^{er} mai 2016 et qu'il avait fait suivre les derniers rappels aux missions permanentes des États Membres dans lesquels ces organisations avaient leur siège, le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil d'adopter le projet de décision suivant :

Le Conseil économique et social décide, en application des dispositions de sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, et rappelant sa décision 2014/223 du 14 juillet 2014, de rayer immédiatement de la liste des organisations dotées du statut consultatif les 85 organisations non gouvernementales ci-après et prie le Secrétaire général d'en aviser les intéressées.

3D : Trade, Human Rights, Equitable Economy
Centre for the World Religions
Africa Safe Water Foundation
African American Islamic Institute
Asian Migrant Centre
Association de développement de Korba
Association des femmes éducatrices du Mali
Association européenne des cheminots
Association Guinéenne pour la réinsertion des toxicomanes
Association of Former Diplomats of China
Association of Former United Nations Industry and Development Experts
Association pour la promotion de l'emploi et du logement
Austrian Federal Economic Chamber
Big Brothers Big Sisters International
Biogas Sector Partnership Nepal
Canadian Association of Elizabeth Fry Societies
Canadian Race Relations Foundation
CARE
Center for Assistance to Human Right Protection
Centre for Affordable Water and Sanitation Technology
Centre for Women, the Earth, the Divine

Dental Care International Foundation
Eco-Ecolo
Ecopeace Middle East Environmental NGO Forum
European Federation for Transport and Environment
Forum of Culture and Arts of Uzbekistan
Franklin and Eleanor Roosevelt Institute
Fundación Cimientos
Global Village for Rehabilitation and Development
Group of 78
Half the Sky Foundation
HELIO International
Humanitarian Law Center
Indonesian National Council on Social Welfare
Institut de la gestion déléguée
International AIDS Vaccine Initiative
International Communities for the Renewal of the Earth
International Energy Foundation
International Wages for Housework Campaign
International Young Catholic Students
Isigodlo Trust – South African Women in Dialogue
Justice for All – Prison Fellowship Ethiopia
Korean Federation for Environmental Movement
Ladies Charitable Society
Lebanon Family Planning Association
Les amis de la terre-Togo
Lighthouse International
Macedonian Center for International Cooperation
Mariano y Rafael Castillo Cordova Foundation
Mauritius Family Planning Association
Mehr Nuri Public Foundation
Missions 3G-Gauri
Muslim Aid Australia
National Association of Friendship Centres
National Association of Non-Governmental Organizations
National Center for Missing and Exploited Children

National Center for State Courts
National Confederation of Women in Equality
National Foundation for Women Legislators
Network of East-West Women
Northern Alliance for Sustainability
Organisation internationale pour la réduction des catastrophes
Pauktuutit Inuit Women's Association of Canada
Political and Ethical Knowledge on Economic Activities
Population Reference Bureau
Population Services International
Pro Dignitate Foundation of Human Rights
Red de Salud de las Mujeres Latinoamericanas y del Caribe
Save Africa Concerts Foundation
Seniors Españoles para la Cooperación Técnica
Society for Comparative Legislation
Spirituality for Kids Europe
Swami Vivekanand Samaj Seva Samsthe
Swedish Organisation of Disabled Persons International Aid Association
UBUNTU-World Forum of Civil Society Networks
Union nationale de la femme tunisienne
Unione Intercontinentale Casallinghe
Winvisible – Women with Visible and Invisible Disability
Women against Rape
Women's Crisis Centre
Women's Environmental Development and Training
Women's Political Watch
World Granny
Youth Awareness Environmental Forum²
Youths for the Child's Welfare

² Le statut consultatif de l'organisation non gouvernementale a été suspendu en 2012, celle-ci n'ayant pas présenté son rapport quadriennal en 2011 pour la période 2007-2010. L'organisation n'ayant pas non plus présenté son rapport quadriennal en souffrance pendant la période de suspension, son statut consultatif aurait dû lui être retiré en 2013. Cependant, en raison d'une faille du système, elle n'a pas été rayée de la liste des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif cette année-là. Par la suite, elle a failli à présenter son rapport quadriennal pour la période 2011-2014 malgré trois relances de la part du Service des organisations non gouvernementales. Le retrait de son statut consultatif a donc été soumis à l'examen du Comité à la reprise de sa session en mai 2016.

Projet de décision VI

Calendrier et ordre du jour provisoire de la session de 2017 du Comité chargé des organisations non gouvernementales

Le Conseil économique et social :

a) Décide que la session ordinaire de 2017 du Comité chargé des organisations non gouvernementales se tiendra du 30 janvier au 8 février et le 21 février 2017, et que la reprise de la session aura lieu du 22 au 31 mai et le 12 juin 2017;

b) Approuve l'ordre du jour provisoire de la session de 2017 du Comité tel qu'il figure ci-après.

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
 - a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen à des sessions antérieures;
 - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement;
 - c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social :
 - a) Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen a été reporté;
 - b) Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil.
5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat.
6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
 - a) Processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales;
 - b) Examen des questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail informel;

- c) Questions connexes diverses.
- 7. Examen des rapports spéciaux.
- 8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
- 9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2018 du Comité.
- 10. Adoption du rapport du Comité.

Projet de décision VII
Rapport du Comité chargé des organisations
non gouvernementales sur les travaux de la reprise
de sa session de 2016

Le Conseil économique et social prend note du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2016.

II. Demandes d'admission au statut consultatif
et de reclassement et rapports quadriennaux reçus
d'organisations non gouvernementales

1. Le Comité a examiné le point 3 a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen à des sessions antérieures » et le point 3 b), intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement », de sa 17^e à sa 30^e séance, du 23 mai au 1^{er} juin et le 10 juin 2016. Il était saisi des documents suivants :

a) Mémoire du Secrétaire général relatif aux nouvelles demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2016/R.2/Add.28-49);

b) Liste des documents contenant les demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales dont le Comité a reporté l'examen aux sessions qu'il a tenues entre 2008 et 2015 (E/C.2/2016/CRP.8);

c) Mémoire du Secrétaire général relatif aux demandes de reclassement et aux demandes dont le Comité a reporté l'examen à des sessions antérieures (E/C.2/2016/R.3/Add.1 et E/C.2/2016/CRP.9).

e) Mémoire du Secrétaire général relatif aux demandes de changement de nom reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2016/CRP.15 et CRP.16).

A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen à des sessions antérieures

2. Le Comité a examiné le point 3 a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen à des sessions antérieures », de sa 21^e à sa 28^e séance, du 25 au 31 mai 2016. Il a examiné 245 demandes d'admission au statut consultatif dont il avait reporté l'examen à des sessions antérieures.

Demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable

3. Le Comité a recommandé au Conseil d'octroyer le statut consultatif à 63 organisations [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

Access Now
 Africa Unite
 African Association of Remote Sensing of the Environment
 Article 36
 Asian Science Park Association
 Association internationale de la libre pensée
 Association Saemaul Undong Burundi
 Association togolaise « Femmes et SIDA »
 Association un enfant un cartable du Burkina Faso
 Association for Integrated Sustainable Development Initiatives
 Association of Pacific Rim Universities
 Avocats sans frontières
 Bancroft Global Development
 Blacksmith Institute
 Catholic Agency for Overseas Development
 Conselho Indigenista Missionário
 Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience
 Development and Relief Foundation
 Digital Opportunity Trust
 Démocratie dans le monde
 Earth Island Institute
 FESTHES « Festival pour la santé »
 FORUT Solidaritetsaksjon for Utvikling
 Fang Protective Services

Fondazione GEM
Foundation for Sustainable Development
Fountain House
Fundacion Vida – Grupo Ecologico Verde
Fundación BBVA para las Microfinanzas
Gain International
Geneva Institute for Human Rights
Global Financial Integrity
Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction
Horn of Africa Aid and Rehabilitation Action Network
IDEAS Centre
International Alliance of Carer Organizations
International Association of Independent Journalists
International Center for Work and Family
International Organization for Promoting Public Diplomacy, Science,
Education and Youth Cooperation « Eurasian Commonwealth »
Jeunesse Canada monde
Jewish Renaissance Foundation
Kuki Organization for Human Rights Trust
Message Welfare Society
Missing Children Global Network
Mission des sociétés d'assurances pour la connaissance et la prévention des
risques naturels
Narayan Sewa Sansthan
National Secular Society
Neighbourhood Environment Watch Foundation
New Jersey Minority Educational Development
Ngamiland Council of Non-Governmental Organisations
Oromia Support Group in Australia
Profesionales por la Ética
Rainy River District Women's Shelter of Hope
Rural Development Institute
Sindhi Adhikar Manch
Sovereign Imperial and Royal House of Ghassan

Stichting HealthNet International – Transcultural Psychosocial Organization
 Stiftung Wissenschaft und Politik
 Virtual Activism
 World Education Foundation
 Work in Progress
 Youth Service America
 Youth of European Nationalities

Demands dont l'examen a été reporté

4. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 141 organisations non gouvernementales ci-après jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur a posées à la reprise de sa session de 2016 :

Action sécurité éthique républicaines
 Acton Institute for the Study of Religion and Liberty
 Al-Marsad, Arab Centre for Human Rights in the Golan Heights
 Aleradah and Altageer National Society
 Ambedkar Center for Justice and Peace
 Anti-Corruption Foundation
 Asia Center for Human Rights
 Asociación Pro-Bienestar de la Familia Colombiana « Profamilia »
 Association Concerning Sexual Violence against Women
 Association consortium pour les aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire
 Association for Human Rights and Solidarity with Oppressed People (Mazlumder)
 Association for Trauma Outreach and Prevention
 Association of Youths with Vision
 Association pour la défense des droits de l'homme et des revendications démocratiques/culturelles du peuple Azerbaidjanais-Iran – « ARC »
 Association pour la solidarité et développement durable
 Association pour le développement durable, la promotion des droits humains et la lutte contre la pauvreté
 Association tunisienne de la santé de la reproduction
 Assyrian Aid Society of America
 Assyrian National Congress
 Ballerina Management Institute

Bureau international pour le respect des droits de l'homme au Sahara Occidental
Cameroon League for Development
Campanha Latino-Americana pelo Direito à Educação – Brasil
Center for Constitutional Rights
Center for Democracy and Technology
Center for Media and Peace Initiative
Centre Zagros pour les droits de l'homme
Centre for Corrections and Human Development
Child Soldiers International
Christian Solidarity International
Christian Solidarity Worldwide
Cities of Peace
Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie
Conglomeration of Bengal's Hotel Owners
Congrès national des Arméniens occidentaux
Coordination Wai (Eveil) relative à l'unité nationale et la lutte contre l'esclavage
Coptic Solidarity
Dalit Welfare Organization
Dansk Flygtningehjælp
Diplomatic Mission Peace and Prosperity
Droits de l'homme sans frontières
Equipo Latinoamericano de Justicia y Género
ELIGE Red de Jóvenes por los Derechos Sexuales y Reproductivos
Eaglesworth Human Empowerment Foundation
Education, Communication and Development Trust
Egyptian Centre for Human Rights
Electronic Frontier Foundation
Entrepreneurship Development and Support Initiative
Europe Business Assembly
European Muslims League
European Network on Independent Living
Family Planning Association of Bangladesh

Federal Lezghin National and Cultural Autonomy
Fondation Alkarama
Fondazione Proclade Internazionale
F W de Klerk Foundation Trust
Gestos Soropositividade Comunicação e Gênero
Global Campaign for Education
Global Initiative for Positive Change
Global Institute for Water, Environment and Health
Global Network of Sex Work Projects
Gulf Centre for Human Rights
Heal the Land Initiative in Nigeria
Heavenly Shower of Peace Church of God
Helsinki Citizens' Assembly Vanadzor Office
Hokok Coalición Internacional Contra la Impunidad
Human Aid UK
Humanity Family Foundation for Peace and Development
Inimõiguste Instituut
Insamlingsstiftelsen Kvinna till Kvinna
Institute for Multi-track Diplomacy
International Association for Hospice and Palliative Care
International Association for Religious Freedom, Coordinating Council for South Asia
International Association of Genocide Scholars
International Dalit Solidarity Network
International Gulf Organization FZ-LLC
International Human Rights Organization
International Non-Olympic Committee
International Non-Olympic University
International Police Commission Philippine Command Association
Interregional Non-governmental Organization « Committee against Torture »
Iran Human Rights Documentation Center
Ishaatool Mohammadiya Research and Development Foundation, Shevgaon
Islamic African Relief Agency
James Madison University

Karlen Communications
Kids and Teens Resource Centre
Korea Human Rights Foundation
Leadership Initiative for Transformation and Empowerment
Lady Fatemah (A.S.) Charitable Trust
Leading Association Alryada for Development Studies and Human Rights
Legal Resources Centre
Let's Breakthrough
Liberia Youth Initiative for Peace and Sustainable Development
Light House
Lotus Initiative for the Blind
Mittetulundusühing Fenno-Ugria Asutus
Mouvement de la Paix
Muslim Aid
Muslim Hands
National Development Youth Club, Jaran Wali Gali Poonch
Neighbourhood Community Network
New Era Educational and Charitable Support Initiative
Next Century Foundation
Pan African Institute for Entrepreneurship and Community Development
Parents and Friends of Ex-Gays and Gays (P-FOX)
Peace Islands Institute
People and Police for Egypt for Culture and Scientific Services
Population Matters
Prajachaitanya Yuvajana Sangam
Public Interest Advocacy Centre
Red de Seguridad y Defensa de América Latina
RINJ Foundation
Save the Earth Cambodia
Sheikh Eid Bin Mohammad Al Thani Charitable Association
Simons Foundation
Social Services Trust
Society for Environment and Development
Society for Protection of Street and Working Children

Society for the Widows and Orphans
 Stichting Samenwerkingsverband IKV – Pax Christi
 Stichting War Child
 Strategy for Mentoring Initiative and Leadership Empowerment
 Strong Hearted Native Women’s Coalition
 Survivor’s Network of those Abused by Priests
 Swadhikar
 Treatment and Rehabilitation Center for Victims of Torture
 Trustees of the University of Pennsylvania
 Ugonma Foundation
 United Sikhs
 Vietnamese Overseas Initiative for Conscience Empowerment
 V– Day Karama
 We Care for Humanity
 Women Enabled
 Women Living under Muslim Laws - International Solidarity Network
 Women of Africa
 Women’s Freedom Forum
 World Academy of Art and Science
 World Christian Association for Peace And Assistance Ministry International
 World Food Logistics Organization
 World Without Genocide

Committee to Protect Journalists

5. À sa 23^e séance, le 26 mai, le Comité a examiné la demande présentée par l’organisation non gouvernementale Committee to Protect Journalists.

6. Après examen des questions posées à l’organisation au cours de la séance de questions-réponses tenue le 24 mai, le représentant de l’Afrique du Sud a estimé que l’organisation non gouvernementale n’avait pas répondu clairement à une question relative à sa position sur les dispositions pertinentes de l’article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et a réclamé davantage de renseignements.

7. La représentante des États-Unis d’Amérique a souligné qu’il était essentiel de respecter la liberté de la presse, consacrée dans la Déclaration universelle des droits de l’homme, pour garantir que la société soit ouverte et sûre et que les gouvernements rendent des comptes. Elle a déclaré que les membres du Comité devaient accréditer les organisations non gouvernementales faisant rapport sur ces questions, eu égard en particulier à la répression mondiale exercée sur l’espace

civique et au fait que le Committee to Protect Journalists était une organisation non gouvernementale digne de confiance qui promouvait la liberté de la presse à travers le monde et qui défendait les droits des journalistes. La représentante a fait valoir qu'en reconnaissance de ce principe, le Comité aurait déjà dû avoir accrédité l'organisation. Comme ça n'avait jamais été fait en sept séances, elle a demandé de procéder à un vote pour accorder le statut consultatif à l'organisation, au titre de l'article 59 du Règlement intérieur du Conseil économique et social.

8. À l'appui de la déclaration faite par la représentante des États-Unis, le représentant de la Grèce a déclaré que la sécurité des journalistes était une question importante dont s'étaient saisi l'Assemblée générale, le Conseil des droits de l'homme et le Conseil de sécurité, et que la communauté internationale était unie dans la lutte contre les attaques et les violences perpétrées à l'encontre des journalistes. Il a par conséquent déclaré que sa délégation voterait pour l'octroi du statut consultatif à cette organisation non gouvernementale et a exhorté le Comité à en faire de même, compte tenu des 35 années d'expérience dont jouissait l'organisation et de ses multiples contributions à diverses activités de l'ONU.

9. Le représentant de l'Afrique du Sud a pris la parole pour déclarer que son pays partageait en grande partie la déclaration des États-Unis et a rappelé au Comité que son pays et l'Autriche avaient pris l'initiative, en 2011, de présenter au Conseil des droits de l'homme la résolution sur la protection des journalistes. Toutefois, la jugeant insuffisante, il a remis en cause la réponse du Committee to Protect Journalists à la question relative à l'incitation à la haine au titre de l'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et a déclaré que sa délégation ne serait par conséquent pas favorable à l'accréditation de l'organisation.

10. Le représentant de la Fédération de Russie a également fait part de ses inquiétudes quant au Committee to Protect Journalists qui, selon lui, ne condamnait les violations des droits fondamentaux que dans les pays qui n'étaient pas alliés des États-Unis. Cela remettant en cause l'authenticité de l'organisation non gouvernementale, il a fait savoir que la Fédération de Russie ne la jugeait pas digne de se voir accorder le statut consultatif auprès du Conseil.

11. Le représentant du Pakistan est convenu que la question de la protection des journalistes concernait le monde entier. Il a également appuyé la déclaration faite par le représentant de l'Afrique du Sud concernant l'équilibre qu'il convenait de conserver entre la liberté d'expression et le respect de ses limites, conformément à l'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a donc fait valoir qu'il fallait poser de nouvelles questions. Le représentant du Soudan a souscrit aux déclarations faites par les délégations de l'Afrique du Sud et de la Fédération de Russie et à leurs préoccupations concernant l'organisation non gouvernementale, et il a demandé instamment aux membres du Comité de voter contre l'octroi du statut consultatif.

12. À la suite de ces déclarations, un vote a été demandé pour décider d'accorder ou non le statut consultatif spécial au Committee to Protect Journalists. La proposition d'accorder le statut consultatif à l'organisation non gouvernementale a été rejetée à l'issue d'un vote par appel nominal par 10 voix contre 6, avec 3 abstentions. Les 19 membres du Comité étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

États-Unis d'Amérique, Grèce, Guinée, Israël, Mauritanie et Uruguay

Ont voté contre :

Afrique du Sud, Azerbaïdjan, Burundi, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Nicaragua, Pakistan, Soudan et Venezuela (République bolivarienne du)

Se sont abstenus :

Inde, Iran (République islamique d') et Turquie

13. À l'issue du vote, la représentante des États-Unis a déclaré qu'en septembre 2015, la communauté mondiale s'était réunie pour fixer les objectifs de développement durable universels mais qu'il serait impossible de les réaliser sans l'engagement d'une société civile robuste, libre et indépendante. Elle a ajouté qu'au dernier Sommet mondial sur l'action humanitaire, le rôle des organisations non gouvernementales était apparu essentiel et a conclu que le Comité aurait donc dû respecter davantage le droit de la société civile d'accéder à l'ONU et s'est dite déçue que ça n'ait pas été le cas.

Youth Coalition for Sexual and Reproductive Rights

14. À sa 25^e séance, le 27 mai, le Comité a examiné la demande de l'organisation non gouvernementale Youth Coalition for Sexual and Reproductive Rights. Le représentant du Canada, participant aux travaux en qualité d'observateur, a pris la parole pour appuyer la demande, au motif qu'il s'agissait d'une organisation très connue et réputée, composée de jeunes gens dévoués et courageux qui se passionnaient pour les questions auxquelles ils étaient confrontés dans le monde actuel. C'est pourquoi, afin d'investir dans la jeunesse et dans son programme, comme l'avait également souligné le Secrétaire général lors de sa visite au Canada en février 2016, et afin d'accorder le même traitement à chaque ONG candidate, conformément à la résolution 1996/31 du Conseil, il a demandé au Comité d'accorder le statut consultatif à l'organisation. Après cette déclaration, le Président a demandé aux membres du Comité s'ils souhaitaient accorder à l'organisation non gouvernementale le statut consultatif spécial et, en l'absence d'objection, a acté la décision d'accorder à l'organisation le statut consultatif. Immédiatement après, une fois la décision actée par le Président, le représentant de la République islamique d'Iran a déclaré qu'il avait demandé à prendre la parole avant que le Président n'entérine la décision et a entrepris d'adresser des questions à l'organisation. Le Président a expliqué que la demande de la République islamique d'Iran ne s'était pas affichée sur son écran, et il a demandé aux membres du Comité s'ils confirmaient que la République islamique d'Iran avait souhaité s'exprimer avant qu'il n'acte la décision.

15. Les États-Unis ont souligné le fait que le Comité acceptait toujours la décision du Président une fois celle-ci actée et que, conformément au Règlement intérieur du Conseil, une fois la décision entérinée, le Comité était tenu de s'y conformer. Il s'agissait donc de respecter le Règlement intérieur du Conseil.

16. Le représentant de la Fédération de Russie, soutenu par ceux de la Mauritanie et du Nicaragua, a déclaré que les questions du représentant de la République islamique d'Iran devaient être prises en compte et qu'il fallait procéder à un vote sur le fond de la demande et non sur la procédure, qui avait souffert d'un problème technique. Il a demandé au Comité de faire preuve de bonne volonté comme il

l'avait fait par le passé. Les représentants des États-Unis, de la Grèce et d'Israël ont insisté sur l'importance de respecter le Règlement intérieur.

17. Le Président a expliqué que, conformément à l'article 43 du Règlement intérieur, l'appel devrait être mis aux voix. En l'absence de consensus entre les États Membres, la Fédération de Russie en a appelé de la décision du Président et a demandé qu'un vote se tienne pour l'annuler.

18. L'appel de la décision du Président a été adopté à l'issue d'un vote par appel nominal de 10 voix contre 5, avec 1 abstention. Sur les 19 membres du Comité, 15 étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Chine, Fédération de Russie, Inde, Iran (République islamique d'), Mauritanie, Nicaragua, Pakistan, Soudan et Venezuela (République bolivarienne du)

Ont voté contre :

États-Unis d'Amérique, Grèce, Israël, Turquie et Uruguay

Se sont abstenus :

Azerbaïdjan

Étaient absents :

Burundi, Cuba et Guinée

19. Après le vote, la représentante des États-Unis a fait observer que l'organisation avait soumis sa candidature plus de cinq ans auparavant et qu'il était particulièrement important de donner aux jeunes voix au chapitre dans le contexte de la santé procréative et sexuelle, compte tenu du fait que, selon l'Organisation mondiale de la santé, les complications pendant la grossesse et l'accouchement étaient la deuxième cause de mortalité chez les adolescentes dans le monde, et en particulier dans les pays en développement. La représentante a ensuite demandé de procéder à un vote sur la demande, en application de l'article 59 du Règlement intérieur du Conseil.

20. Avant celui-ci, les représentants de plusieurs États Membres ont pris la parole pour expliquer leur vote. Le représentant de la Fédération de Russie a fait observer qu'au cours des cinq années précédentes, sa délégation n'avait posé aucune question au sujet de cette organisation, tout en soutenant néanmoins le droit de tout autre État membre à le faire. Il s'est par conséquent dit favorable à ce que la République islamique d'Iran pose des questions supplémentaires. Le représentant du Nicaragua a déploré qu'il ait fallu recourir au vote, expliquant qu'à aucun moment sa délégation n'avait souhaité contester la décision du Président, mais qu'il n'y avait guère eu d'autre choix en l'occurrence.

21. Le représentant de la Grèce, partageant la position des États-Unis, a fait part de son ferme soutien envers cette organisation non gouvernementale et a déclaré que la décision concernant cette organisation avait été reportée durant des années et, qu'après qu'elle eut apporté des réponses satisfaisantes à toutes les questions qui lui avaient été posées au fil des ans, son pays se prononcerait en faveur de l'organisation. Le représentant de l'Inde a regretté que la décision du Président ait été mise aux voix dans le cas particulier de cette demande et a expliqué que son pays avait décidé de voter pour l'annulation de la décision parce que la situation

était confuse et que la demande du représentant de la République islamique d'Iran devait être prise en compte.

22. À la suite de ces déclarations, un vote a été demandé pour accorder le statut consultatif à l'organisation. La proposition d'accorder le statut consultatif à l'organisation non gouvernementale a été rejetée à l'issue d'un vote par appel nominal par 6 voix contre 5, avec 4 abstentions. Sur les 19 membres du Comité, 11 étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

États-Unis d'Amérique, Grèce, Israël, Turquie et Uruguay

Ont voté contre :

Chine, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Nicaragua, Pakistan et Soudan

Se sont abstenus :

Azerbaïdjan, Inde, Mauritanie et Venezuela (République bolivarienne du)

Étaient absents :

Afrique du Sud, Burundi, Cuba et Guinée

Congrès national des Arméniens occidentaux

23. À sa 27^e séance, le 31 mai, le Comité a examiné la demande présentée par l'organisation non gouvernementale Congrès national des Arméniens occidentaux.

24. À la même séance, le représentant de la Turquie a posé des questions à l'organisation. Ensuite, le représentant de l'Arménie, participant aux travaux en qualité d'observateur, a fait une déclaration dans laquelle il a fait observer qu'au cours des sessions qu'il avait tenues depuis 2013, le Comité avait reporté l'examen de deux organisations de la diaspora arménienne en raison des questions que ne cessaient de poser deux membres du Comité, et qui avaient finalement contraint l'une des organisations à renoncer à demander de nouveau à obtenir le statut consultatif auprès du Conseil.

25. En réponse à cette déclaration, la représentante de la Turquie a déclaré que son pays, qui soutenait fermement les organisations non gouvernementales dans les travaux de l'ONU, s'était toujours montré impartial concernant les demandes soumises par les organisations non gouvernementales pour obtenir le statut consultatif. Soulignant que le Comité, lorsqu'il évaluait le respect par les organisations non gouvernementales de la Charte de l'ONU et de la décision 1996/31, avait le droit de demander des éclaircissements, elle a indiqué que le Comité avait recommandé d'accorder le statut consultatif à de nombreuses organisations arméniennes. Le représentant de l'Azerbaïdjan a souscrit à cette déclaration, ajoutant que les membres du Comité exerçaient leurs fonctions en toute impartialité et que les États Membres avaient le droit de demander des précisions aux organisations. Le Comité a décidé de reporter l'examen de la demande.

Society without Violence Non-Governmental Organization

26. À sa 29^e séance, le 1^{er} juin, le Comité a examiné la demande de l'organisation non gouvernementale Society without Violence Non-Governmental Organization.

27. Le représentant de l'Azerbaïdjan a demandé de plus amples renseignements sur l'équipe d'intervention rapide de l'organisation. Le représentant de l'Arménie, participant aux travaux en qualité d'observateur, a ensuite demandé la parole, mais le représentant de l'Azerbaïdjan s'y est opposé. En l'absence de consensus au sein du Comité concernant cette demande, le Président a annoncé que la parole serait donnée aux représentants des États observateurs avant la fin de la session, une fois que le Comité aurait conclu ses travaux.

28. Le représentant de l'Arménie, participant aux travaux en qualité d'observateur, a pu s'exprimer à la 29^e séance, qui s'est tenue le 1^{er} juin. Il a déclaré que tous les États Membres devaient pouvoir s'adresser au Comité selon que de besoin, ajoutant que les propos tenus par le représentant de l'Azerbaïdjan concernant les travaux des organisations non gouvernementales arméniennes n'étaient pas conformes à la réalité, car les questions qu'il leur avait posées étaient inspirées par des motivations politiques. Le Comité a décidé de reporter l'examen de la demande.

Sheikh Eid Bin Mohammad Al Thani Charitable Association

29. À sa 24^e séance, le 26 mai, le Comité a examiné la demande de l'organisation non gouvernementale Sheikh Eid Bin Mohammad Al Thani Charitable Association.

30. Le représentant du Soudan a appuyé la demande de l'organisation et a demandé au Comité, saisi de cette demande depuis quatre ans, d'enfin accorder le statut consultatif à l'organisation, soulignant l'aide précieuse qu'elle avait apportée aux personnes victimes de catastrophes naturelles et de conflits en leur fournissant un secours d'urgence, et mettant en avant ses efforts pour promouvoir des programmes éducatifs et culturels. Le représentant de la Mauritanie a appuyé la demande du Soudan.

31. Le représentant de la République islamique d'Iran a souligné qu'il importait de traiter toutes les organisations de manière égale et a demandé à l'ONG de fournir des renseignements sur ses prochaines activités, eu égard notamment au fait qu'elle était suspectée de financer des groupes terroristes.

32. Le représentant de la République arabe syrienne, participant aux travaux en qualité d'observateur, a déclaré que l'organisation non gouvernementale menait des activités terroristes sous le couvert d'activités caritatives, et a exprimé sa préoccupation quant au fait que l'organisation était soupçonnée d'avoir financé à hauteur de 10 millions de dollars le Front el-Nosra, Daech et d'autres organisations terroristes.

33. Le représentant du Qatar, participant aux travaux en qualité d'observateur, a déclaré que cette organisation était l'une des meilleures du Moyen-Orient, soulignant que depuis sa création en 1996, elle avait été active dans les domaines humanitaire, de développement et de l'éducation aux niveaux national, régional et international. Le Comité a décidé de reporter l'examen de la demande.

Crisis Management Initiative

34. À sa 19^e séance, le 24 mai, le Comité s'est penché sur l'organisation non gouvernementale Crisis Management Initiative. Le représentant de l'Afrique du Sud a salué la mission et les importants travaux que menait l'organisation. Il a ensuite rappelé que, conformément à la Charte des Nations Unies, les questions de paix et de sécurité internationales, du maintien de la paix, de la consolidation de la paix, de

l'imposition de la paix et du règlement des conflits relevaient du Conseil de sécurité. Il a conclu en rappelant le paragraphe 1 de la résolution 1996/31 du Conseil. Le représentant de la Fédération de Russie a ensuite posé une question à l'organisation et le Comité a décidé de reporter l'examen de la demande.

B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement

35. Le Comité a examiné le point 3 a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen à des sessions antérieures », de sa 17^e à sa 21^e séance et à sa 29^e séance, du 23 au 25 mai 2015 et le 1^{er} juin 2016. Au total, il a examiné 219 demandes d'admission au statut consultatif.

Nouvelles demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable

36. Le Comité a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif aux 125 organisations non gouvernementales ci-après, parmi les 219 qui avaient présenté de nouvelles demandes [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

« Böyük ipək yolu » beynəlxalq gənclər ittifaqı
 AID for AIDS International
 AIMPO
 Access Israel
 Action on Disability and Development
 Advocacy Initiative for Development
 Africa Child Policy Forum
 Alliance Globale contre les Mutilations Génitales Féminines
 Asia Pacific Alliance for Disaster Management
 Asociación Civil Hecho por Nosotros
 Association Elmostakbell pour le Développement
 Association Internationale pour l'égalité des femmes
 Association Norlha
 Association des jeunes engagés pour l'action humanitaire
 Association of Citizens Civil Rights Protection « Manshour-e Parseh »
 Association of Iranian Jurists Defending Human Rights
 Association on American Indian Affairs
 Associazione Bambini Senza Sbarre
 Associação Alfabetização Solidária
 BJD Reinsurance Consulting
 Bangladesh Friendship Education Society

Beautiful Mind
Bridge To Turkiye
Business Innovation Research Development
CCS Disability Action
CSR-Dialogforum – Verein zur Förderung nachhaltigen Wirtschaftens
Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires
Canterbury Refugee Council
Care-To-Help Foundation
Center for Family Studies
Centre for Advanced Study on Courts and Tribunals
Centro UNESCO de Donostia-San Sebastián
Centrul de Resurse Juridice
Chibuzor Human Resource Development Organization
Children of China Pediatrics Foundation
China Ecological Civilization Research and Promotion Association
China Women's Development Foundation
Comité/Club UNESCO universitaire pour la lutte contre la drogue et les autres pandémies
Community Centred Conservation
DRCNet Foundation
Dayemi Foundation
Differenza Donna – Associazione di donne contro la violenza alle Donne
Dreikönigsaktion – Hilfswerk der Katholischen Jungschar
ERGO – Európai Regionális Szervezet
ESIB – The National Union of Students in Europe
East Eagle Foundation
Forum des Organisations de Solidarité Internationale Issues des Migrations
Franklyn Town Community Development Project
Fundación Avina
Fundación Grupo Sólido para la Promoción de los Valores
Fundación More Peace Less AIDS
Geo Expertise Association
Global Autism Project
Global Distribution Advocates

Global Energy Initiative
Global Health Foundation
Global Sourcing Council Inc.
Global Zero
GlobalPartnersUnited
HELPEOPLE Foundation
HackerNest
Health and Environment Program
Heart Fund to Fight Cardio-Vascular Diseases – The Heart Fund
Ideosync Media Combine
Imvrian Association
Institute for International Women’s Rights – Manitoba
Intercontinental Network for the Promotion of the Social Solidarity Economy
International Accountability Project
International Authors Forum
International Breathwork Foundation
International Center for Advocates against Discrimination
Iranian Foundation of Aerospace Science and Technology
Japan Association for Refugees
Juristes pour l’enfance
Kehitysyhteistyöjärjestöjen EU-yhdistys Kehys
La manif pour tous
Latin American Mining Monitoring Programme
Lumos Foundation
MOHAN Foundation
Meezaan Center for Human Rights
Mosquitia Asla Takanka-MASTA (Unidad de la Mosquitia)
Municipal Art Society of New York
My Chosen Vessels
Naija Worldwide Charities
National Council of Social Welfare
National YWCA of Korea
Nesakkarangal Charitable Trust
New Generation in Action

Open Data Watch
Oyoun Center Foundation for Studying and Developing Human Rights and Democracy in Assuit
Partnership Opportunities for Women Empowerment Realization
Portafolio Verde
Profugo
Promotion des Yaelima de Dekese
Promotion du Développement Economique et Social
Rare Diseases Foundation of Iran
Red Iberoamericana de Organizaciones No Gubernamentales que Trabajan en Drogodependencias
Restored
Rural Mother and Child Health Care Society
Réseau européen pour l'égalité des langues
Sahyog Bal Shravan Viklang Kalyan Samiti
Sanad Charity Foundation
Seventh-day Adventist Church in Canada
Shoq Te Ndryshem and Te Barabarte
Sino-American Cultural Council
South African Institute of International Affairs
Studium Generale Ambrosianum
TaiWha Methodist Social Welfare Foundation
Tavanyab Association of Children and Adolescents Support
Tourner la page
Transatlantic Christian Council
UCT International Culture Development
Universalis Matter
Universities Allied for Essential Medicines
University of Michigan
Unión Latinoamericana de Ciegos
VR Foundation
Victims of Crisis Aid Society
Wild Migration
Woodenfish Foundation

World Association for Supported Employment
 World Childhood Foundation
 World Federation against Drugs
 Yayasan Rumah Zakat Indonesia
 Yayasan Wadah Titian Harapan

Nouvelles demandes dont l'examen a été reporté

37. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 94 organisations non gouvernementales ci-après en attendant de recevoir les réponses aux questions qu'il leur a posées à la reprise de sa session en 2016 :

« SEG » Civil Society Support Center NGO
 Action against Hunger USA
 Adaamasunle Foundation
 Akhil Bharatiya Human Rights Organisation
 Andrey Rylkov Foundation for Health and Social Justice
 Arab-European Center of Human Rights and International Law
 Asistencia Legal por los Derechos Humanos, Asociación Civil
 Association mondiale pour l'échange culturel, artistique et artisanal
 Bahrain Center for Human Rights
 Caribbean Policy Development Centre
 Center of Political Analysis and Information Security
 Centre for Convention on Democratic Integrit
 Centre for Peace, Culture and Environmental Studies
 Change Managers International Network Limited by Guarantee
 Citizens' Alliance for North Korean Human Rights
 Connections for Afghanistan Research and Prosperity Organization
 Creators Union of Arab
 Crisis Management Initiative
 Danjuma Atta Eye Foundation
 Database Center for North Korean Human Rights
 Death Penalty Focus
 Disability Organisations Joint Front
 Environment Conservation Organization – Foundation for Afforestation Wild
 Animals and Nature
 Équilibres et populations

Establishment of Sheikh Thani bin Abdullah Al Thani for Humanitarian Services

Euro-Mediterranean Human Rights Network

Fair Trials International

Femmes unies pour un avenir meilleur

Fon Foundation

Fondation Kalipa pour le développement

Forum Droghe Associazione Movimento per il Contenimento dei Danni

Fundación Acción Pro Derechos Humanos

Girls Education Mission International

Global Federation of Competitiveness Councils

Global Forum for Media Development

Global Initiative for Inclusive Information and Communication Technologies

Gulshan-e-John

HACEY's Health Initiative

Hazar Strateji Enstitüsü Derneği

HealthBridge Foundation of Canada

Human Appeal International (United Kingdom)

ISKCON Communications International

International Centre for Women Empowerment and Child Development

International Child Rights Center

International Clergy Association

International Human Rights Protector's Group

International Movement for Advancement of Education Culture Social and Economic Development

Iraqi Association for Public Policy and Administration

Jubilee USA Network

Jus Cogens

Kadın ve Demokrasi Derneği

Kepa

Landsrådet for Norges barne- og ungdomsorganisasjoner

Le Monde des possibles

Mangfoldhuset

Marijuana Policy Project

Media and Gender Enlightenment Initiative
Medical Women's Association of Nigeria
Multidisciplinary Association for Psychedelic Studies
National Democratic Institute for International Affairs
NK Watch
Novant Health
P3 Foundation
Partnership for Change
Peace Brigades International
Presbyterian Women in the Presbyterian Church (USA)
Promundo-US
Re-evaluation Foundation
Results Educational Fund
Réseau national des organisations féminines pour la démocratie, la
décentralisation, le développement durable et les droits humains du Mali ou
Réseau Wassa
Sex and Samfund
Society without Violence Non-Governmental Organization
Society to Heighten Awareness of Women and Children Abuse
Stichting Child and Youth Finance International
Syrian American Medical Society Foundation
Truth Foundation
US Committee for Human Rights in North Korea
USA Refugees and Immigrants
United States Pharmacopeial Convention
Universal Rights Group
UrbaMonde – Suisse
Vang Pao Peace Institute
Vision Africa Give a Child a Future
Voice Society
West Papua Interest Association
Women and Community Livelihood Foundation
Women Educators Association of Nigeria
Women with Disabilities Australia

Womens Voices Now
World Association for Sexual Health
World Forum for Ethics in Business
World Information Technology and Services Alliance
Yay Gender Harmony
Zahra Trust

Demandes de reclassement

38. À sa 21^e séance, le 25 mai, le Comité a examiné sept demandes de reclassement, dont une nouvelle, qui figurent dans le document publié sous la cote E/C.2/2016/R.3/Add.1. À sa 28^e séance, le 31 mai, il a examiné six demandes de reclassement, qui figurent dans le document publié sous la cote E/C.2/2016/CRP.9. Il a décidé de recommander le reclassement d'une de ces organisations, qu'il a fait passer de la liste au statut consultatif spécial, et de trois organisations, qu'il a fait passer du statut consultatif spécial au statut consultatif général [voir chap. I, projet de décision I, al. b)].

39. À la même séance, le Comité a décidé de reporter l'examen de la demande de reclassement du statut des organisations non gouvernementales suivantes :

Widows for Peace through Democracy
World Council for Curriculum and Instruction

Demandes de reclassement closes sans préjudice de nouvelles demandes

40. À sa 21^e séance, le 25 mai, le Comité a décidé de recommander au Conseil de clore l'examen de la demande de reclassement du statut consultatif présentée par l'organisation non gouvernementale World Evangelical Alliance, qui n'avait pas répondu aux questions qu'il lui avait posées malgré les trois rappels envoyés, sans préjudice de nouvelles demandes [voir chap. I, projet de décision I, al. f)].

Demandes de changement de nom

41. À sa 28^e séance, le 31 mai, le Comité a examiné onze nouvelles demandes de changement de nom présentées par des organisations dotées du statut consultatif; ces demandes figurent dans le document publié sous la cote E/C.2/2016/CRP.16. À la même séance, il a décidé de prendre note du changement de nom des onze organisations [voir chap. I., projet de décision I, alinéa c)].

Armenian Young Lawyers Association (statut consultatif spécial, 2014) en
« Armenian Lawyers' Association » Non-Governmental Organization

Fédération des villes moyennes (statut consultatif spécial, 2013) en Villes de
France

Federation européenne des femmes actives au foyer (statut consultatif spécial,
1998) en Fédération européenne des femmes actives en famille

Foodfirst Information and Action Network (organisation inscrite sur la liste,
1989) en FIAN International

Foundation for the Refugee Education Trust (statut consultatif spécial, 2005) en RET International

Human In Love Corporation (Statut consultatif spécial, 2015) en Human in Love

International Federation of University Women (statut consultatif spécial, 1947) en Graduate Women International

Interregional Union of Life Help for Mentally Handicapped Persons « Sail of Hope » (statut consultatif spécial, 2002) en Interregional Public Charitable Organization of Assistance to Persons with Disabilities « Sail of hope »

Kejibaus (statut consultatif spécial, 2012) en Kejibaus Youth Development Initiative

Korean Association for Supporting SDGs (ASD) (statut consultatif spécial, 2015) en Korean Association for Supporting the SDGs for the UN

Non-Commercial Partnership on Joining of Creditors « World Organization of Creditors » (statut consultatif spécial, 2014) en Association on sustainable development and investment climate improvement, uniting investors and creditors « World Organization for Development »

42. À la même séance, le Comité a examiné quatre demandes de changement de nom présentées par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif dont il avait reporté l'examen; ces demandes figurent dans le document publié sous la cote E/C.2/2016/CRP.15. Le Comité a décidé de prendre note des quatre demandes.

InnerCity Mission of Christ Embassy (statut consultatif spécial, 2014) en InnerCity Mission for Children

International Center for Alcohol Policies (statut consultatif spécial, 2011) en International Alliance for Responsible Drinking

Doha International Institute for Family Studies and Development (statut consultatif spécial, 2009) en Doha International Family Institute

Syriac Universal Alliance (statut consultatif spécial, 1999) en World Council of Arameans (Syriacs)

III. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

A. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté à la reprise de la session du Comité

43. À sa 28^e séance, le 31 mai 2016, le Comité était saisi d'un mémorandum du Secrétaire général contenant la liste des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général ou spécial auprès du Conseil et portant sur les activités menées pendant la période 2002-2015,

dont l'examen avait été reporté à des sessions antérieures (voir E/C.2/2016/CRP.10). Le Comité a pris note de 25 rapports présentés par les 24 organisations ci-après [voir chap. I, projet de décision I, al. d)] :

- Asian Centre for Human Rights (2011-2014)
- Buddha's Light International Association (2011-2014)
- Catholic Organization for Relief and Development Aid (2010-2013)
- Centre d'accompagnement des autochtones pygmées et minoritaires vulnérable (2011-2014)
- Community of Sant'Egidio (2011-2014)
- Confederazione Generale Italiana del Lavoro - General Italian Confederation of Labour (2011-2014)
- Congregations of St. Joseph (2011-2014)
- Consultative Council of Jewish Organizations (2011-2014)
- Coordination immigrés du sud dumonde-Vénétie (2011-2014)
- Defence for Children International (2011-2014)
- DiploFoundation (2010-2013)
- Economists for Peace and Security (2011-2014)
- European Union of Jewish Students (2010-2013)
- First Nations Summit (2011-2014)
- Indian Council of Education (2011-2014)
- International Development Enterprises (India) (2009-2012)
- International Shinto Foundation (ISF) (2009-2012)
- Korean Institute for Women and Politics (2011-2014)
- Movement for a Better World (2011-2014)
- National Council of German Women's Organizations (2011-2014)
- Nonviolent Radical Party, Transnational and Transparty (2011-2014)
- SOS Kinderdorf International (2011-2014)
- Society for Threatened Peoples (2001-2004)
- Society for Threatened Peoples (2009-2012)
- Vital Voices Global Partnership (2010-2013)

44. Le Comité a décidé de reporter à nouveau l'examen des 66 rapports quadriennaux présentés par les 56 organisations suivantes³ :

- Club of Madrid (2011-2014)
- AARP (2011-2014)

³ Le Comité a reporté l'examen de 65 rapports figurant sur la liste des rapports dont l'examen avait déjà été reporté et d'un rapport figurant sur la liste des nouveaux rapports quadriennaux.

Academy of Criminal Justice Sciences (2011-2014)
Amnesty International (2008-2011)
Armenian Assembly of America (2007-2010)
Asociatia Pro Democratia (2007-2010)
Associated Country Women of the World (2011-2014)
Association for Progressive Communications (2011-2014)
Caritas Internationalis (2011-2014)
Catholics for Choice (2010-2013)
Catolicas por el Derecho a Decidir (2009-2012)
Centrist Democratic International (1998-2001)
Centrist Democratic International (2002-2005)
Centrist Democratic International (2006-2009)
Centrist Democratic International (2010-2013)
Conscience and Peace Tax International (CPTI) (2011-2014)
Credo-Action (2011-2014)
Cross-Cultural Solutions (2011-2014)
EarthRights International (2008-2011)
End Human Trafficking Now (2007-2010)
European Centre for Law and Justice (2011-2014)
Federación Internacional de Fe y Alegría (2011-2014)
Federation of Western Thrace Turks in Europe (2010-2013)
Forum for Women and Development - FOKUS (2011-2014)
France libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2007-2010)
Freedom House (2007-2010)
Global Environmental Action (2009-2012)
Heritage Foundation (2011-2014)
Human Rights First (2007-2010)
Human Rights First (2011-2014)
Human Rights Watch (2009-2012)
International Bar Association (2011-2014)
International Commission of Jurists (2009-2012)
International Federation of Journalists (2009-2012)
International Federation of Journalists (2005-2008)
International Fellowship of Reconciliation (2011-2014)

International PEN (2006-2009)
International Press Institute (2001-2004)
International Press Institute (2009-2012)
International Press Institute (2005-2008)
International Service for Human Rights (2011-2014)
International Union of Socialist Youth (2005-2008)
Institute of Inter-Balkan Relations (2010-2013) 4
Kimse Yok Mu (2010-2013)
Minhaj-ul-Quran International (2011-2014)
National Council of Women of Thailand (2000-2003)
Nonviolent Peaceforce (2011-2014)
Pax Christi International (2011-2014)
Planned Parenthood Federation of America (2011-2014)
Priests for Life (2011-2014)
Redress Trust (2011-2014)
Reporters sans frontières international (2009-2012)
Reporters sans frontières international (2005-2008)
Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights (2009-2012)
Royal Institution of Chartered Surveyors (2011-2014)
Simply Help (2009-2012)
Society for Industrial and Organizational Psychology (2011-2014)
Society for Threatened Peoples (2005-2008)
Society for the Protection of Unborn Children (2011-2014)
Syriac Universal Alliance, (2007-2010)
Tandem Project (2011-2014)
Ukrainian World Congress (2007-2010)
Ukrainian World Congress (2003-2006)
Unitarian Universalist Service Committee (2009-2012)
Women for Women's Human Rights - New Ways (2009-2012)
World Organisation against Torture (2010-2013)

⁴ L'organisation non gouvernementale a présenté son rapport quadriennal en souffrance pendant la période de suspension allant de juillet 2015 à juillet 2016. Le Comité a fait le point sur la situation concernant les rapports de l'organisation à cette session et a recommandé qu'elle soit réadmise au statut consultatif, en application de la résolution 2008/4. Néanmoins, le Comité ayant posé des questions au sujet du rapport, son examen a été reporté.

B. Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

45. À sa 28^e séance, le 31 mai 2016, le Comité a examiné le point 4 b) de son ordre du jour, intitulé « Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil ». Il était saisi de notes du Secrétaire général contenant 336 nouveaux rapports quadriennaux (E/C.2/2016/2/Add.27-46, E/C.2/2016/CRP.11 et E/C.2/2016/CRP.12). Il a pris acte de 312 d'entre eux [voir chap. I, projet de décision I, al. d)] et décidé de reporter l'examen des rapports des 25 organisations suivantes :

Amman Center for Human Rights Studies (2010-2013)
 Armenian Assembly of America (2011-2014)
 Conectas Direitos Humanos (2010-2013)
 Coordinating Committee for International Voluntary Service (2010-2013)
 Egyptian Organization for Human Rights (2010-2013)
 France libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2011-2014)
 Franciscans International (2011-2014)
 Freedom House (2011-2014)
 Human Rights House Foundation (2011-2014)
 Institute for Inter-Balkan Relations (2010-2013)
 International Association for Religious Freedom (2011-2014)
 International Social Service (2011-2014)
 Lassalle-Institut (2011-2014)
 Medical Women's International Association (2011-2014)
 OISCA International, South India Chapter (2011-2014)
 Organization for Industrial, Spiritual and Cultural Advancement – International (2011-2014)
 Pathfinder International (2011-2014)
 Physicians for Human Rights (2011-2014)
 Simon Wiesenthal Center (2011-2014)
 Sulabh International (2011-2014)
 Temple of Understanding (2011-2014)
 Ukrainian World Congress (2011-2014)
 World Alliance of Young Men's Christian Associations (2011-2014)
 World Jewish Congress (2011-2014)
 World Safety Organization (2011-2014)

C. Suspension du statut consultatif d'organisations en retard d'un rapport quadriennal ou plus

46. À sa 29^e séance, le 1^{er} juin, le Comité a examiné le point 6 c) de son ordre du jour. Le Secrétariat a informé le Comité que, conformément à la résolution 2008/4 du Conseil, il avait adressé trois avis aux organisations non gouvernementales qui avaient manqué à l'obligation de présenter un rapport quadriennal au 1^{er} mai 2016. Il a indiqué qu'il avait également demandé l'aide des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies des pays dans lesquels ces organisations avaient leur siège.

47. À cet égard, et conformément aux directives énoncées dans la résolution 2008/4 du Conseil, le Comité a adopté un projet de décision dans lequel il a recommandé au Conseil de suspendre, pour une période d'un an, le statut consultatif de 158 organisations non gouvernementales qui n'avaient pas présenté leur rapport quadriennal (voir chap. I, projet de décision III). Il a demandé au Secrétariat d'aviser les organisations non gouvernementales concernées de la suspension de leur statut consultatif et d'en informer les missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies des pays dans lesquels ces organisations avaient leur siège.

Aboriginal Legal Service of Western Australia
ActionAid
African American Institute
Amicale marocaine des handicapés
Arab Council for Childhood and Development
Arab Lawyers Union
Arias Foundation for Peace and Human Progress
Asian Women's Human Rights Council
Asociacion Mensajeros de la Paz
Asociatia Pro Democratia
Associação Nacional das Empresarias
Association d'aide aux enfants cancéreux
Association des jeunes pour le développement Pasteef
Association des volontaires pour l'assistance au développement en Guinée
Association for Democratic Initiatives
Association internationale des régions francophones
Association pour le développement durable
Associazione Nazionale Volontarie Telefono Rosa
Azerbaijan Turkey Business Association
Azrbaycan Grinin Avro-Atlantika Tkilat

Bangladesh Women Chamber of Commerce and Industry
BAOBAB for Women's Human Rights
Batool Welfare Trust
Belgrade Centre for Human Rights
Centre for Democracy and Development
Centre on Housing Rights and Evictions
China Foundation for Poverty Alleviation
Citizens' Rights Protection Society
Clean Energy Promoting Citizen's Forum
Commission nationale des femmes travailleuses de Guinée
Community-Based Rehabilitation Network (South Asia)
Confédération fiscale européenne
Conseil international du sport militaire
Consortio Boliviano de Juventudes - Casa de la Juventud
Coordinadora Española para el Lobby Europeo de Mujeres
December 18 vzw
Demokratyczna Unia Kobiet
Development Innovations and Networks
Djenne Initiative
Duke of Edinburgh's Award International Foundation
Ecocosm Dynamics
End Human Trafficking Now
Environment Support Group
European Environmental Citizens Organisation for Standardisation
European Women's Lobby
Family Welfare Foundation of India
Feminist Press
Focus on the Family
Focus on the Family (Canada) Association
Foundation for the Future
Foundation for the Rights of the Family
Fundación Instituto de Cultura del Sur
General Federation of Jordanian Women
Global 2000

Global Aid Network
Global Fund for Women
Gong
Gulf Automobile Federation
Healthy Solutions
Indian Association of Parliamentarians on Population and Development
Indian Muslim Council - USA
Indian National Trust for Art and Cultural Heritage
Indigenous and Peasant Coordinator of Communal Agroforestry (CICAFOC)
Initiative du millénaire des femmes africaines contre la pauvreté et pour les droits humains
Inner Trip Reiyukai International
Institute for Cognitive Science Studies
Instituto Qualivida
Interact Worldwide
Intermon
International Abolitionist Federation
International Bureau for Children's Rights
International Cartographic Association
International Centre for Human Rights and Democratic Development
International Commission for Distance Education
International Council of Scientific Unions
International Council on Human Rights Policy
International Federation of Industrial Energy Consumers
International Hotel and Restaurant Association
International Longevity Center
International Planned Parenthood Federation, East and Southeast Asia and Oceania Region
International Reading Association
International Trade Union Confederation
International Trustee Fund of the Tsyolkovsky Moscow State Aviation Technological University
Istanbul Research Centre on Women
Jamaican Association on Mental Retardation
JASMAR Human Security Organization

Jordanian Hashemite Fund for Human Development
Karat Coalition
Katimavik-Opcan
Kenya Community Development Group
Korean Sharing Movement
Latin American Committee for the Defence of Women's Rights
Leaders Organization
Legal Service Coalition
Life for Africa
Link-Up (Queensland) Aboriginal Corporation
Local Initiatives Program
Mbutu Agriculture Society
Mediterranean Women's Studies Centre
Mémorial de la Shoah
Mental Health Initiative for Africans in Crisis
Mumbai Educational Trust
National Association for the Advancement of Colored People
National Association for Work Bless
National Bar Association
National Rural Development Society
National Wildlife Federation
National Women's Studies and Information Center « Partnership for Development »
Network Women In Development Europe
Niall Mellon Township Trust
Non-Aligned Students and Youth Organization
Norwegian Forum for Environment and Development
Not for Sale Campaign
Pan African Civil Society Network
Patim
Plan Life
Plan Suomi Säätiö
Project Green Nigeria
PROSALIS – Projecto de Saúde em Lisboa

Red ACTIVAS
Réseau des organisations du secteur éducatif du Niger
Resources for the Future
Roma Zaedno
Rufaida Health Foundation
Sahara for Life Trust
Samuhik Abhiyan
Self-Help Development Facilitators
Service d'appui aux initiatives locales développement
SHATIL – New Israel Fund's Empowerment and Training Center for Social Change Organizations
Singamma Sreenivasan Foundation
Social Initiatives Support Fund
SOUL Development of Women and Children
STEER Foundation
Struggle for Change
Sudan National Committee on Harmful Traditional Practices
Sudanese Organization for Education Development
Tamil Christian Broadcasting Network
Thakur Hari Prasad Institute of Research and Rehabilitation for the Mentally Handicapped
Think Youth Independent Association
Trickle Up Program
Türk Kalp Vakfi
Turkish Philanthropy Funds
UN-Women – Nationell Kommitté Sverige
Union of Social Child Care
Union of the Electricity Industry
United States Burn Support Organization
Vali-Asr Rehabilitation Foundation for Disabled Children and Adults
Western Cape Therapeutic Community Centre
Women Trafficking and Child Labour Eradication Foundation
Women's Alliance For a Democratic Iraq
World Association of Children's Friends

World Federation of Democratic Youth
World Federation of Therapeutic Communities
World Federation of United Nations Associations
World Job and Food Bank
World Savings Banks Institute
WORLDWIDE Network - Women in Development and Environment
Zoroastrian Women's Organization

D. Rétablissement du statut consultatif d'organisations non gouvernementales dont le statut avait été suspendu faute de présentation d'un rapport quadriennal

48. À sa 28^e séance, le 31 mai, le Comité a décidé, en application de la résolution 2008/4 du Conseil et de la décision 2014/224 du Conseil, de recommander le rétablissement du statut consultatif de 81 organisations non gouvernementales à la suite de la réception de leurs rapports quadriennaux avant la fin de la période de suspension (voir chap. I, projet de décision IV).

E. Retrait du statut consultatif des organisations non gouvernementales n'ayant toujours pas présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance

49. À la 29^e séance, le 1^{er} juin, le Secrétariat a informé le Comité que, conformément à la résolution 2008/4 du Conseil, il avait adressé plusieurs notifications aux organisations non gouvernementales qui figuraient déjà sur la liste des organisations dont le statut consultatif était suspendu pour un an faute d'avoir présenté un rapport quadriennal et qu'il n'avait pas reçu de réponse de 85 de ces organisations. Il a indiqué qu'il avait également demandé l'aide des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies des pays dans lesquels ces organisations avaient leur siège.

50. En conséquence, le Comité a décidé de recommander au Conseil de retirer leur statut consultatif aux 85 organisations non gouvernementales n'ayant toujours pas présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance, conformément aux directives énoncées dans la résolution 2008/4 du Conseil, tout en rappelant la décision 2014/223 (voir chap. I, projet de décision V). Il a également demandé au Secrétaire général d'aviser les organisations non gouvernementales concernées du retrait de leur statut consultatif et d'en informer les missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies des pays dans lesquels ces organisations avaient leur siège.

IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat

51. À sa 17^e séance, le 23 mai, le Comité a examiné conjointement le point 5 de son ordre du jour, intitulé « Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat », et le point 8, intitulé « Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG », et entendu des rapports oraux présentés par des membres du Secrétariat.

52. Le Service a accueilli avec satisfaction les ressources humaines supplémentaires qui lui ont récemment été allouées pour répondre à l'augmentation de la charge de travail du Comité. Il a en outre appelé le Comité à plaider pour que ces ressources deviennent permanentes, afin de pouvoir appliquer la résolution 1996/31 dans son intégralité.

V. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil

Recommandations concernant l'amélioration des méthodes de travail du Comité

53. Des consultations ont eu lieu le 1^{er} juin 2016 pour réfléchir aux éléments susceptibles de contribuer à améliorer les méthodes de travail du Comité. Les débats ont porté en particulier sur le rôle des États observateurs et sur la diffusion sur le Web des sessions. Certains représentants ont déclaré qu'il fallait maintenir une distinction entre le rôle des États observateurs et celui des membres du Comité. D'autres représentants ont souligné que les observateurs apportaient une contribution précieuse et que leurs interventions ne pouvaient pas être limitées lors des séances publiques. Le représentant du Secrétariat a précisé que les termes de leur participation aux délibérations étaient définis à l'article 72 du Règlement intérieur. S'agissant du calendrier, son élaboration a été laissée à l'appréciation du Comité. Il a notamment été proposé de suivre le point de l'ordre du jour pertinent.

54. Certaines délégations ont remis en question la politique relative à la diffusion sur le Web des réunions de l'Organisation des Nations Unies, tandis que d'autres se sont félicitées de la pleine transparence des travaux du Comité. Le représentant du Secrétariat a précisé que la retransmission sur le Web était obligatoire pour toutes les séances plénières des trois organes principaux de l'Organisation, mais que pour les séances publiques des organes subsidiaires, elle dépendait de la demande et des fonds disponibles, et que tous les représentants des médias disposant d'une accréditation valable étaient par ailleurs autorisés à rendre compte des séances publiques.

55. Des consultations supplémentaires devraient se tenir ultérieurement pour approfondir ces questions. Le Comité a pris note des avis utiles exprimés par ses membres à cet égard.

Questions connexes diverses

Organisations non gouvernementales devant être entendues par le Conseil à sa session de 2016

56. À sa 17^e séance, le 23 mai, le Comité a pris note des communications reçues des 27 organisations non gouvernementales ci-après, dotées du statut consultatif, ayant exprimé le souhait d'être entendues par le Conseil à sa session de 2016, comme le permet le document de conférence E/C.2/2016/CRP.18 :

Asabe Shehu Yar Adua Foundation
Cancer Aid Society
China Energy Fund Committee
Corporativa de Fundaciones
Fraternité Notre Dame
General Forum of the Arabic and African Non-Governmental Organizations
Global Foundation for Democracy and Development
HelpAge International
IUS PRIMI VIRI International Association
Institute of Noahide Code
International Committee for Peace and Reconciliation
International Federation for Family Development
International Federation of University Women
International Presentation Association
International Service for Human Rights
Legiao da Boa Vontade
Manavata
Mayama
New York Fertility Research Foundation
Palestinian Return Centre
Religious of the Sacred Heart of Mary
Russian Academy of Natural Sciences
Saferworld
Society for Human Advancement and Disadvantaged Empowerment
Society to Support Children Suffering from Cancer (MAHAK)

World Jewellery Confederation

Yakutia – Our Opinion

VI. Questions diverses

Déclarations d'États non membres du Comité

57. À la 29^e séance, le 1^{er} juin, l'observateur de l'Union européenne a fait une déclaration soulignant le rôle crucial joué par la société civile dans le système des Nations Unies et s'est dit préoccupé par le fait que les décisions prises par le Comité chargé des organisations non gouvernementales ne sont pas toujours en adéquation avec le mandat que lui a confié le Conseil. Il a exprimé son inquiétude face au nombre disproportionné d'ONG de défense des droits de l'homme dont l'examen des demandes était en suspens et a suggéré que des mesures soient prises pour renforcer la transparence des travaux du Comité, notamment en diffusant ses réunions sur Internet. L'observatrice de l'Australie a fait une déclaration conjointe au nom de son propre pays, du Canada, de l'Islande, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse. Elle s'est déclarée préoccupée par l'esprit dans lequel les critères énoncés dans la résolution 1996/31 étaient appliqués, en particulier dans le cas des ONG œuvrant dans le domaine des droits de l'homme. En prenant pour exemples les demandes soumises au cours de cette session par les organisations « Committee to Protect Journalists » et « Youth Coalition for Sexual and Reproductive Rights », elle a déclaré que le règlement intérieur était utilisé à mauvais escient, à des fins politiques, pour empêcher les ONG d'obtenir le statut consultatif. Elle a exhorté le Comité à permettre la diffusion sur le Web de ses sessions, dans un souci de transparence et de respect du principe de responsabilité, comme l'avaient déjà demandé le Chili, le Mexique et l'Uruguay l'année dernière. L'observateur du Mexique a fait écho à cet appel dans sa déclaration.

Déclarations d'organisations non gouvernementales

58. À la 20^e séance, le 24 mai, la représentante de l'organisation non gouvernementale « International Service for Human Rights » a prononcé une déclaration à l'appui d'une lettre envoyée au nom de 230 organisations de la société civile de 45 pays, appelant les membres du Conseil à veiller à ce que les méthodes et pratiques du Comité soient en accord avec les principes, l'esprit et le but de la résolution 1996/31 du Conseil et en stricte conformité avec les normes internationales en matière de droits de l'homme. Elle s'est déclarée préoccupée par le fait que certains membres du Comité utilisaient des manœuvres procédurières pour retarder l'octroi du statut consultatif à certaines organisations. Elle a également souligné qu'il était primordial que la société civile prenne part aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et insisté sur la nécessité que le Comité fasse preuve de transparence, d'équité, de cohérence et de non-discrimination dans ses travaux.

VII. Examen de rapports spéciaux et plaintes d'États Membres

59. Il n'y a pas eu de rapports spéciaux proposés à l'examen du Comité à la session.

VIII. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2017 du Comité

60. À sa 29^e séance, le 1^{er} juin, le Comité a examiné le point 9 de son ordre du jour, appelé « Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2017 du Comité ». Pour ce faire, il était saisi du projet d'ordre du jour provisoire de sa session de 2017 (E/C.2/2016/L.1).

61. À la même séance, le Comité a décidé de recommander au Conseil les dates ci-après pour ses sessions de 2017 : du 30 janvier au 8 février et le 21 février pour sa session ordinaire et du 22 mai au 31 mai et le 12 juin pour la reprise de sa session.

IX. Organisation de la session

A. Ouverture et durée de la session

62. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales a tenu la reprise de sa session de 2016 du 23 mai au 1^{er} juin et le 10 juin. Il a tenu 14 séances.

B. Participation

63. Les 19 membres du Comité ont participé à la session. Les observateurs d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies, les États observateurs, les représentants d'organismes des Nations Unies et les observateurs d'organisations non gouvernementales y ont également pris part. La liste des participants a été publiée sous la cote E/C.2/2016/INF/2.

64. À la reprise de sa session de 2016, le Comité a entendu 20 représentants d'organisations non gouvernementales, qui ont eu la possibilité de répondre à ses questions. Les renseignements supplémentaires fournis par les représentants ont facilité le débat et aidé le Comité à se prononcer.

C. Ordre du jour

65. L'ordre du jour (E/C.2/2016/1) de la session ordinaire de 2016 et de sa reprise se lit comme suit :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :

- a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen à des sessions antérieures;
 - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement;
 - c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social :
 - a) Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen a été reporté;
 - b) Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil.
 5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat.
 6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
 - a) Processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales;
 - b) Examen des questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail informel;
 - c) Questions connexes diverses.
 7. Examen des rapports spéciaux.
 8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
 9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2017 du Comité.
 10. Adoption du rapport du Comité.

D. Documentation

66. La liste des documents dont le Comité était saisi à la reprise de sa session de 2016 sera publiée sous la cote E/C.2/2016/INF/3.

X. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de la reprise de sa session de 2016

67. À sa 29^e séance, le 1^{er} juin 2016, le Comité a pris note du projet de rapport et autorisé le Rapporteur à en établir la version définitive avec l'appui du Secrétariat et en consultation avec les membres, selon qu'il conviendrait, afin qu'il soit présenté au Conseil économique et social pour que celui-ci y donne la suite voulue.

68. À sa 30^e séance, le 10 juin 2016, le Comité a adopté le présent rapport.
